

IHP news 676 : Sommets, conférences et réunions du conseil d'administration à l'ère des mégacrisées mondiales

(24 juin 2022)

Le bulletin hebdomadaire Politiques sanitaires internationales (PSI) est une initiative de l'unité Politiques sanitaires de l'Institut de médecine tropicale d'Anvers, en Belgique.

Chers collègues,

De nombreux sommets, conférences et réunions du conseil d'administration se tiendront dans les semaines précédant l'été (*dans cette partie du monde, du moins*). Espérons qu'ils parviendront à faire quelque chose de substantiel au sujet de "l'ère des mégacrisées mondiales" que [les Nations unies](#) (et bien d'autres) décrivent. Selon les termes de l'ONU : "Les méga-crisées se développent à une vitesse et à une échelle qui menacent de réduire à néant des décennies de progrès durement acquis en matière de développement, de gouvernance et de protection sociale". Je parie que vous pouvez tous vous identifier à ce sombre constat.

Néanmoins, pour se mettre dans l'ambiance et en forme pour toutes ces réunions, sommets et conférences virtuelles et en face à face, la [Journée internationale du yoga](#) ([21 juin](#)) a été célébrée mardi. Étant un peu plus âgé que Beckham, je n'avais pas envie de me pencher beaucoup, cependant. Je garde cela pour une version plus jeune et plus souple du Multivers.

Passons maintenant à la sécurité sanitaire mondiale. En Indonésie, une [réunion des ministres de la santé du G20](#) et la [réunion conjointe des ministres des finances et de la santé](#) 1st ont eu lieu. Avec, entre autres, le **Fonds d'intermédiation financière (FIF)** (sky)-en tête de l'ordre du jour. Selon les mots de Katri Bertram (sur Twitter) : "Il vaut la peine de suivre les messages #pandémie #FIF de diverses parties prenantes de la santé mondiale aujourd'hui. Certaines revendications de propriété et de territoire très explicites sont posées dans les tweets d'aujourd'hui. "(entre autres, les patrons de la Banque mondiale et de l'OMS ont fait des déclarations).

En prévision du **sommet du G7 qui se tiendra** la semaine prochaine à **Elmau**, en Allemagne, la Chine a organisé un [sommet \(virtuel\) des BRICS](#) le 23 juin. Comme vous le savez, les vents géopolitiques soufflent assez violemment. Alors que l'Inde et la Chine ne voient apparemment pas d'inconvénient à conclure des accords "rentables" avec la Russie de Poutine, Mohammed bin Salman est à nouveau considéré comme "notre voyou". Un monde uni" après tout (*pour ce qui est de négocier avec des voyous*), je vous entends dire ☺.

À Kigali, la **26e réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth a eu lieu cette semaine**. Vraisemblablement, "les États membres du Commonwealth partagent les valeurs fondamentales de la démocratie, de l'État de droit, de la bonne gouvernance, des droits de l'homme et de la liberté d'expression". "Le Rwanda, pays phare de la démocratie, a accueilli la réunion. En marge de la réunion, s'est tenu le [Sommet de Kigali sur le paludisme et les MTN](#), avec notamment le lancement de la **Déclaration de Kigali**.

À Bruxelles, les [**Journées européennes du développement**](#) ont eu lieu mardi et mercredi, sur le thème "**Global Gateway : construire des partenariats durables pour un monde connecté**". Découvrez le [discours de notre reine \(et défenseur des ODD\) Mathilde](#). Nous avons également réussi à suivre (en ligne) le [début de la consultation sur la \(nouvelle\) stratégie européenne en matière de santé mondiale](#) (présentée par **Peter Piot**). Parmi d'autres, l'intervention d'**Anders Nordström** (au nom de la Suède) a fait tilt (du moins chez moi). De nombreuses OSC ont souligné que les DSSR seront difficiles à vendre au Conseil européen, mais qu'elles sont cruciales. **La consultation se poursuivra jusqu'à la fin du mois de septembre**. Mes cinq centimes : Je suis tout à fait favorable à un partenariat authentique (et mutuellement bénéfique) avec les acteurs africains, mais je suis un peu moins convaincu des "partenariats" avec le secteur privé, surtout après le spectacle désolant auquel nous avons assisté dans cette pandémie. J'espère donc que la stratégie actualisée de l'UE en matière de santé mondiale tiendra également compte de la polarisation actuelle de nos sociétés, un signe de notre époque, et qu'elle tirera parti de l'activisme (notamment des jeunes générations) qui souhaite un monde différent (*par rapport au "statu quo" trop souvent vendu comme un "partenariat"*). Les partenariats peuvent être utiles, mais dans certains cas (la plupart ?), il faut aller "au-delà des partenariats" pour parvenir à un changement transformateur.

D'ailleurs, maintenant que les **pays européens de l'OTAN** prévoient tous d'augmenter leurs budgets de défense (jusqu'à 2 % du PIB), je pense que la chose évidente à demander pour les défenseurs de la santé mondiale, c'est que le Pentagone fasse l'inverse, et réduise son budget de défense à 2 % du PIB (*Si les Américains veulent toujours être "exceptionnels", je pourrais même vivre avec 3 % 😊*) Cela libérerait beaucoup d'argent pour les biens publics mondiaux - pour faire face à toutes ces mégacrisées mondiales.

Je ne m'étendrai pas ici sur les **élections législatives françaises du week-end dernier**, mais au moins de mon point de vue, il était bon de voir Jupiter revenir enfin "sur terre".

Enfin, dans cette lettre d'information, alors qu'une **réunion du conseil d'administration de GAVI** est en cours, nous accorderons également une attention particulière à la couverture et à l'analyse du "**paquet de Genève**" conclu lors de la **conférence ministérielle de l'OMC (12th)** la semaine dernière, y compris l'accord plutôt décevant sur la renonciation aux ADPIC. La [crédibilité de l'OMC en tant qu'institution mondiale est](#) peut-être en partie [rétablie](#), mais en ce qui concerne l'accord d'exemption, "**c'est à la fois trop peu et trop tard**".

Les titres étaient suffisamment éloquents. Voir, par exemple, "[Pourquoi l'accord de l'OMC sur les vaccins n'est rien pour la santé mondiale](#)" (Politico), ou "[Les dispositions de l'accord Trips ont été édulcorées à des niveaux presque homéopathiques par rapport à la proposition initiale d'une large renonciation à toute propriété intellectuelle couvrant tous les traitements Covid fabriqués en 2020 par l'Afrique du Sud et l'Inde](#)". (Alan Beattie, dans le FT)

Permettez-moi donc de terminer en donnant raison à **Anna Marriott** (de la **coalition People's Vaccine**), sur Twitter : "*Ne laissez pas le spin répugnant des pays riches et de ceux qui portent l'eau pour Big pharma détourner l'attention de ceux qui sont vraiment à blâmer pour l'inégalité impardonnable des vaccins observée au cours des deux dernières années.*"

Je suis sûr que vous connaissez leurs noms maintenant.

Bonne lecture.

Article en vedette

La nécessité d'intégrer des soins de santé et des services sociaux fondés sur la valeur, et l'innovation sociale dans le domaine de la santé pour lutter contre les disparités en matière de santé en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Cesar Vargas (MD ; étudiant en Master d'épidémiologie à l'Université CES, Medellín ; ancien élève d'EV2020, Colombie).

Avant l'arrivée de COVID-19, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) présentaient déjà de nombreuses inégalités en matière de santé, liées aux déterminants sociaux de la santé (DSS), c'est-à-dire aux conditions de l'environnement social - où les gens vivent, apprennent, travaillent et se divertissent - qui influent sur les résultats en matière de santé. Il s'agit généralement du revenu, de l'éducation, de la profession et du soutien social, entre autres. Dans le cadre de la transformation des systèmes de santé de la région et de leur adaptation à la réalité "post-Covid-19", les solutions possibles devraient viser à surmonter ces inégalités et à intégrer des perspectives plus larges dans la santé (les soins). Dans cet article, je propose quelques suggestions.

Quelques-unes des inégalités des ALC en un coup d'œil

Que l'on se base sur les données des enquêtes auprès des ménages ou sur des sources de données combinées, plusieurs pays d'ALC présentent des [niveaux d'inégalité de revenus parmi les plus élevés](#) au monde, et ce depuis des décennies déjà. Il est vrai que, jusqu'à l'arrivée de Covid, les inégalités de revenus diminuaient lentement dans la région, à l'exception de quelques pays (Brésil, Colombie, Argentine, Honduras) où elles se sont même détériorées. Lorsque Covid a frappé l'ALC, l'extrême pauvreté est [passée](#) de 81 à 86 millions de personnes entre 2020 et 2021, soit un recul de 27 ans. En outre, les inégalités se sont accrues, rompant avec la tendance à la baisse (globale) décrite ci-dessus, les femmes, les populations rurales et autochtones et les enfants étant les plus touchés.

En ce qui concerne la profession, en mai 2020, environ 16,6 % des adultes avaient perdu leur emploi de façon permanente dans 13 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, les plus touchés étant ceux de la sous-région andine (comme la Colombie, l'Équateur et le Pérou). Plus de 70 % des ménages ont vu leurs revenus diminuer dans ces pays andins, selon un récent rapport (2020) de la Banque mondiale intitulé ["The cost of staying healthy"](#).

En outre, "l'[un des plus grands flux migratoires du monde](#)" a lieu dans la région (et au-delà). On estime que 4,3 millions de réfugiés et de migrants vénézuéliens vivent dans d'autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Nombre d'entre eux ont perdu leur emploi et ne peuvent donc pas accéder aux services de santé. Certains des pays d'accueil doivent relever le défi de répondre aux besoins de cette

population - souvent vulnérable - dans le cadre d'une crise de santé publique majeure comme la COVID-19 (qui n'est pas encore terminée). Le [confinement a aggravé l'état de santé mentale des migrants vénézuéliens](#) de manière disproportionnée par rapport à la population générale. Les troubles anxieux et dépressifs sont plus fréquents chez les migrants et les réfugiés qui ont des difficultés à se procurer de la nourriture et un emploi, en particulier chez les femmes. Et bien sûr, il y a beaucoup d'autres migrants dans la région, notamment ceux qui tentent de se rendre au Mexique et aux États-Unis.

Ce n'est qu'un aperçu des nombreux défis (structurels) en matière de santé durable dans la région ALC. Comme indiqué ci-dessus, la pandémie de Covid a encore aggravé une situation déjà désastreuse dans de nombreux pays de la région. Et dans le système de santé également, la (nature de la) pandémie a joué un rôle pernicieux (voir ci-dessous).

Une épidémie qui fait aussi des ravages dans le système de soins de santé

En effet, en parlant de Covid, avec seulement un dixième de la population mondiale, les [pays de l'ALC représentent \(jusqu'à présent\) près de la moitié des cas et plus de la moitié des décès](#) dus au COVID-19. Le [caractère syndémique du COVID-19](#) a été reconnu dans le monde entier, mais nulle part ailleurs il n'a été aussi clair que dans cette région. Le terme "syndromique" désigne une maladie infectieuse qui interagit avec des [maladies et des blessures non transmissibles \(MNT\)](#) au sein de groupes vulnérables et socio-économiquement défavorisés. Par conséquent, elle produit des résultats sanitaires et sociaux pires que ceux que chacune d'entre elles pourrait produire séparément.

COVID-19 a également révélé que la viabilité financière de nos systèmes de santé, en particulier celle des prestataires de soins, [repose sur les personnes malades et le volume des traitements](#) (et des services de soins de santé en général), plutôt que sur l'état de " santé " réel des personnes, obtenu par la prévention des INDC par différents acteurs. Le nombre de personnes atteintes d'INDC à la recherche de services de soins de santé a chuté de façon spectaculaire pendant les lockdowns, et la rentabilité des prestataires de soins de santé a suivi peu après.

La situation de la SDH en ALC, associée à l'impact du Covid, y compris dans le système de soins de santé, montre le besoin urgent de réimaginer nos systèmes de santé et sociaux vers (plus de) justice sociale et d'équité.

Quelques pistes pour avancer

Dans cet appel à la transformation des systèmes de santé de la région, certaines solutions émergentes semblent prometteuses. Le paiement fondé sur la valeur (VBP) et d'autres modèles de paiement alternatifs, les réseaux intégrés de soins de santé, la [transformation numérique dans le domaine de la santé, le renforcement des soins de santé primaires, entre autres](#), sont autant de pistes à suivre. Beaucoup d'entre elles sont même "essentielles".

Il convient toutefois de faire preuve d'une certaine prudence lors de la transposition de ces approches dans notre contexte. Certaines d'entre elles peuvent en effet [exacerber les inégalités sanitaires et sociales](#), si elles ne sont pas appliquées avec précaution. Prenons l'exemple des soins de santé (et du paiement) basés sur la valeur. Le VBP est une approche de paiement qui vise à promouvoir une

meilleure gestion de la santé de la population, ce qui devrait à son tour entraîner une amélioration de la santé et/ou une maîtrise globale des coûts. Un modèle VBP offre des incitations financières aux médecins, aux hôpitaux et aux autres prestataires, en visant de meilleurs résultats pour la santé des patients afin de réduire les coûts médicaux. Contrairement à un modèle de paiement à l'acte, le cabinet médical reçoit un bonus financier lorsque les coûts des soins de santé diminuent parce que le patient est en meilleure santé et se rend moins souvent chez le médecin ou à l'hôpital. C'est du moins la théorie. Cependant, obtenir de meilleurs résultats en matière de santé à moindre coût, comme le veut le VBP, peut s'avérer difficile pour les prestataires de soins lorsque les personnes qu'ils doivent consulter n'ont pas accès à une "[alimentation suffisante, sûre et nutritive](#)" à tout moment (pour répondre à leurs besoins diététiques), ou lorsque leur sentiment d'isolement les empêche de prendre correctement soin d'eux-mêmes, par exemple.

Par conséquent, les prestataires de soins de santé n'adopteront pas les modèles VBP dans les contextes où les DSS favorisent des résultats sanitaires défavorables ou - pire encore - pourraient déclencher des pratiques telles que la sélection défavorable des populations plus à risque, migrantes ou pauvres par les assureurs et/ou les prestataires de soins de santé, reproduisant et approfondissant ainsi les inégalités sociales et sanitaires. En plus de ce passage (nécessaire) d'un système de paiement à l'acte, deux autres approches (et complémentaires) semblent donc nécessaires.

Coordination socio-sanitaire et innovation sociale en santé

En effet, nous devons adopter une approche plus large afin de parvenir à une intégration plus efficace des besoins sociaux dans les modèles de prestation de soins de santé, en surmontant les forces de la "santé de marché" par le biais de *services de soins de santé et de services sociaux basés sur la valeur*, et pas seulement par des propositions de "paiements basés sur la valeur". Les *approches de "paiement des soins de santé" devraient inciter à l'inclusion des soins sociaux dans la prestation des soins de santé dans nos contextes inéquitables*.

Pour réussir, [cette intégration socio-sanitaire devrait également s'appuyer sur des innovations en matière de technologies de l'information sur la santé et sur une main-d'œuvre diversifiée](#), qui devrait comprendre des travailleurs sociaux, des agents de santé communautaire, des gérontologues, des travailleurs sociaux, et pas seulement des agents de santé et de soins. Pour les organisations de soins de santé, cette perspective implique une conception bien pensée qui met en œuvre un système de soins intégrés en impliquant une grande variété de parties prenantes et en établissant des liens et des voies de communication entre les prestataires de soins de santé et de services sociaux.

Au niveau du système de santé, cette approche suppose l'utilisation de modèles de collaboration, d'informations partagées et de solutions technologiques qui parviennent à capitaliser sur les acteurs clés sur le terrain, enracinés dans leurs communautés. En effet, les communautés et les personnes veulent être plus que de simples "objets", elles sont des "[sujets](#)" lorsqu'il s'agit de leur propre santé, et doivent être traitées comme telles. Nous devons surmonter les pratiques (actuellement bien trop courantes) dans lesquelles les acteurs qui influencent les "déterminants structurels" (SDH) n'écoutent pas, ni ne co-conçoivent de solutions avec ceux qui travaillent sur les "déterminants intermédiaires" (comme la disponibilité des aliments, les comportements et les facteurs psychosociaux, par exemple).

En outre, il est tout à fait logique que les interventions ciblées impliquent les membres des communautés, où résident les expériences vécues et les connaissances engageantes. Autrement dit,

nous avons également besoin d'une approche d'innovation sociale en matière de santé. L'innovation sociale en matière de santé, "en tant que processus engagé par la communauté qui relie le changement social et l'amélioration de la santé, en s'appuyant sur les diverses forces des individus et des institutions locales", répond aux exigences de la transformation des soins de santé et des services sociaux. Après tout, les systèmes sociaux et de santé sont des systèmes complexes et adaptatifs, et l'innovation est plus efficace lorsqu'elle émerge de la base vers le sommet. Dans le dialogue intersectionnel que l'innovation sociale favorise entre les gouvernements, les organisations universitaires, sociales et sanitaires, et les communautés, des solutions plus fructueuses (et frugales) peuvent émerger pour répondre aux besoins sociaux et sanitaires non satisfaits de nos communautés défavorisées. En effet, les solutions qui tiennent compte de l'accessibilité, de l'inclusivité et de la rentabilité sont naturelles dans le mouvement de l'innovation sociale en santé.

En conclusion, si nous voulons obtenir de meilleurs résultats sanitaires et sociaux pour nos communautés latino-américaines et caribéennes (très) inégales, ce qui implique de s'attaquer aux causes des MNT, ainsi qu'à l'impact à long terme de la COVID-19, nous ne pouvons pas nous contenter de proposer des technologies ou des solutions biomédicales innovantes. L'intégration de soins de santé et de services sociaux fondés sur la valeur et l'innovation sociale dans le domaine de la santé sont clairement axées sur les résultats, de sorte qu'ensemble, elles peuvent peut-être déboucher sur des solutions de santé plus durables, équitables et justes. Espérons que ces solutions pourront également équilibrer les conflits qui surgissent entre la réforme nécessaire de nos systèmes de santé et les contextes sociaux inéquitables dans lesquels ils s'inscrivent, alors que les nouvelles voix gouvernementales dans la région introduisent, comme prévu, des changements plus structurels dans la détermination sociale de la santé. En Colombie, mon propre pays, par exemple.

Points forts de la semaine

Monkeypox

Dans l'attente d'une décision de l'OMS sur les PHEIC (attendue plus tard dans la journée normalement), quelques lectures :

Cidrap News - L'OMS se concentre moins sur l'endémicité alors que le nombre de cas de variole du singe dans le monde dépasse les 2 500.

<https://www.cidrap.umn.edu/news-perspective/2022/06/who-focuses-less-endemicity-global-monkeypox-cases-top-2500>

"Alors que les cas de variole du singe dans le monde dépassent les 2 500, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié une mise à jour sur la variole du singe et supprimé la distinction entre les pays endémiques et non endémiques afin de refléter une "réponse unifiée". Aujourd'hui, Notre monde en chiffres fait état de 2 580 cas mondiaux confirmés au 19 juin. Le rapport de l'OMS fait état de 2 103 cas confirmés dans le monde, dont un décès, et d'un cas probable au 15 juin. Des cas ont été signalés dans 42 pays de cinq régions du monde, mais 84 % d'entre eux se trouvent dans la Région européenne de l'OMS....."

Science - Pourquoi l'épidémie de variole du singe touche principalement les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes.

<https://www.science.org/content/article/monkeypox-outbreak-mostly-affecting-men-sex-men>

"Le virus ne se propageait pas bien entre les personnes dans le passé, mais il pourrait avoir trouvé une nouvelle niche dans les réseaux sexuels étroitement connectés".

Reuters - L'OMS attend une décision sur l'"urgence" de la variole du singe, l'Afrique estime qu'elle aurait dû être prise depuis longtemps.

<https://www.reuters.com/world/africa/monkeypox-emergency-decision-due-who-sparks-african-criticism-2022-06-23/>

"L'Organisation mondiale de la santé [décidera] jeudi de déclarer ou non la variole du singe comme une urgence sanitaire mondiale, suscitant les critiques d'éminents scientifiques africains qui affirment que cette maladie constitue une crise dans leur région depuis des années. " "Les délibérations et l'examen minutieux de la réponse de l'OMS à l'épidémie font suite aux préoccupations concernant la façon dont l'agence des Nations unies et les gouvernements du monde entier ont géré le COVID-19 au début de 2020."

".... "Quand une maladie touche les pays en développement, ce n'est pas une urgence. Elle ne devient une urgence que lorsque les pays développés sont touchés", a déclaré le professeur Emmanuel Nakoune, directeur par intérim de l'Institut Pasteur de Bangui, en République centrafricaine, qui mène un essai de traitement contre la variole du singe. La plupart des experts s'accordent à dire que la variole du singe répond techniquement aux critères de la définition d'urgence de l'OMS. Il s'agit d'un événement soudain et inhabituel qui se propage à l'échelle internationale et qui nécessite une coopération entre les pays. "

"Mais l'OMS est dans une position précaire après le COVID, selon Clare Wenham, professeur adjoint en santé mondiale à la London School of Economics. Si l'OMS déclare une urgence et que les pays n'agissent pas, cela pourrait compromettre le rôle de l'agence dans le contrôle des maladies mondiales, a-t-elle déclaré. "Ils sont condamnés s'ils le font, et condamnés s'ils ne le font pas", a-t-elle ajouté....."

Politico's Global Pulse - La chasse à un nouvel antiviral contre la variole du singe

<https://www.politico.com/newsletters/global-pulse/2022/06/23/the-hunt-for-more-of-a-monkeypox-antiviral-00041539>

"Le fabricant d'un médicament antiviral qui s'est révélé prometteur pour le traitement de la variole du singe discute avec le gouvernement américain de la manière d'accélérer sa production, alors que des dizaines de pays en font la demande - et que, ce matin, il a annoncé 13 millions de dollars de nouvelles commandes. Alors que l'OMS se réunit aujourd'hui pour discuter de la question de savoir si la variole atteint le niveau d'une urgence de santé publique de portée internationale, les vaccins et les traitements - y compris les antiviraux - pourraient faire l'objet d'une demande encore plus forte et prendre une plus grande importance dans le monde que d'habitude...."

"Siga, la petite entreprise qui fabrique l'antiviral tecovirimat, a discuté avec les responsables de l'administration Biden de l'expansion des capacités de production, y compris l'ouverture éventuelle d'un deuxième site de production, a déclaré le PDG Phillip Gomez à Global Pulse...."

"... L'approvisionnement mondial du médicament est relativement faible à ce stade et on sait qu'il n'est stocké que dans deux pays : les États-Unis et le Canada. Les États-Unis ont signé un contrat avec Siga il y a plusieurs années pour maintenir 1,7 million de cours dans leurs réserves, et le ministère de la Défense a récemment acheté 7,5 millions de dollars du médicament. Le Canada prévoyait de stocker 50 000 cours dans sa réserve lorsqu'elle a été créée en 2019...."

- Et un lien : The Conversation - [À quel moment une maladie est-elle considérée comme une menace mondiale ? Voici la réponse \(par C Raina McIntyre et al\)](#)

Réunion des ministres de la santé du G20 et réunion conjointe des ministres des finances et de la santé (20-21 juin, Indonésie)

Comme mentionné dans l'intro, c'est le moment crucial pour la FIF, entre autres.

Reuters - L'Indonésie, pays hôte du G20, souhaite réunir 1,5 milliard de dollars pour le fonds mondial de lutte contre la pandémie.

<https://www.reuters.com/world/g20-targets-raising-15-bln-global-pandemic-fund-says-host-indonesia-2022-06-17/>

Cf. une interview de la semaine dernière. *"Les principales économies du Groupe des 20 (G20) ont pour objectif de lever 1,5 milliard de dollars cette année pour un fonds mis en place pour mieux se préparer aux futures pandémies, a déclaré [la semaine dernière] vendredi le ministre de la santé de l'Indonésie, président actuel du G20."*

"Le ministre indonésien de la Santé, Budi Gunadi Sadikin, a déclaré dans une interview que les États-Unis, l'Union européenne, l'Indonésie, Singapour et l'Allemagne ont promis environ 1,1 milliard de dollars au fonds jusqu'à présent. "Si nous pouvons obtenir d'ici la fin de l'année 1,5 milliard de dollars de financement frais, nous serons très, très heureux", a-t-il déclaré à Reuters, ajoutant qu'il espère que le groupe pourra lever 1,5 milliard de dollars supplémentaires l'année prochaine. L'Indonésie accueillera le sommet des dirigeants du G20 à Bali en novembre. "

"..... La Banque mondiale, qui hébergera le fonds, et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui donne des conseils sur le mécanisme, ont estimé dans un rapport que le déficit de financement annuel pour la préparation aux pandémies est de 10,5 milliards de dollars. M. Budi a déclaré qu'il commencera à discuter des contributions au fonds avec des pays comme le Japon et la Grande-Bretagne lors d'une réunion des ministres de la santé du G20 en Indonésie [cette] semaine....."

Communiqué de presse des ministres de la santé du G20

<https://g20.org/yogyakarta-taman-sari-water-castle-manifestation-of-global-health-system/>

Pour ceux d'entre vous qui aiment les belles métaphores. "Le **ministre de la santé de la République d'Indonésie, Budi Gunadi Sadikin, a ouvert la 1ère réunion des ministres de la santé du G20 à Yogyakarta le lundi 20 juin. L'ordre du jour de la réunion était "Renforcer l'architecture mondiale de la santé". Il a comparé la philosophie du système de santé mondial au château d'eau Taman Sari de Yogyakarta.**"

"La réunion des ministres de la santé du G20 s'est tenue près du château d'eau qui a été construit au 18e siècle. Le château a d'abord été construit pour servir de complexe de parcs où le sultan pouvait travailler, méditer et se reposer. Taman Sari a également servi de château à la famille du sultanat pour se cacher, s'isoler et se défendre dans les moments critiques. **Le ministre Budi a déclaré que l'histoire de Taman Sari sert d'inspiration pour la formation d'un système de santé global.** "L'histoire et la philosophie de Taman Sari nous ont inspirés, nous, les responsables de la santé mondiale, pour construire un système de santé mondial qui soit résilient en cas de crise et alerte en temps normal", a déclaré le ministre Budi à Yogyakarta le lundi....." Avec également quelques informations sur les sessions et les domaines d'intervention.

"L'Indonésie a accueilli deux réunions du groupe de travail sur la santé à Yogyakarta et Lombok, au cours desquelles les questions prioritaires de l'harmonisation des normes mondiales des protocoles de santé et du renforcement de la résilience des systèmes de santé mondiaux ont été discutées et délibérées,"

Remarques du Directeur général de l'OMS à la réunion des ministres de la Santé du G20 - 20 juin 2022

<https://www.who.int/director-general/speeches/detail/who-director-general-s-remarks-at-g20-health-ministers-meeting---20-june-2022>

Cela vaut la peine d'être lu. Entre autres sur la **façon dont Tedros voit la structure de "gouvernance" préférée du FIF** (c'est-à-dire le Fonds d'intermédiation financière, qui sera hébergé par la Banque mondiale).

"L'OMS propose que le FIF soit supervisé par un conseil d'administration qui prend les décisions relatives à l'allocation des fonds, soutenu par un groupe consultatif technique, tous deux étant à leur tour soutenus par un secrétariat conjoint Banque mondiale-OMS, basé au siège de la Banque. La Banque et l'OMS agiraient en tant qu'entités de mise en œuvre, avec d'autres partenaires de la santé mondiale disposant d'une expertise pertinente, notamment le Fonds mondial, Gavi, FIND, CEPI et d'autres. L'OMS et la Banque mondiale seraient des membres sans droit de vote du conseil d'administration du FIF..... "

Réunion conjointe des ministres des Finances et de la Santé (21 juin)

Pour commencer, un petit rappel : [La réunion conjointe des ministres des finances et de la santé](#)

"**Le groupe de travail conjoint sur les finances et la santé (JFHTF) est un groupe de travail composé de responsables des finances et de la santé, dont l'objectif est de renforcer le dialogue et la coopération mondiale sur les questions relatives à la prévention, à la préparation et à l'intervention en cas de pandémie (PPR), en favorisant l'échange d'expériences et de bonnes pratiques, en élaborant des dispositifs de coordination entre les ministères des finances et de la**

santé, en encourageant l'action collective, en évaluant et en traitant les urgences sanitaires ayant un impact transfrontalier, et en encourageant une gestion efficace des ressources pour la PPR en cas de pandémie, tout en adoptant une approche unique de la santé....."

Les ministres des finances et de la santé du G20 s'accordent pour soutenir le fonds intermédiaire financier pour la PPR pandémique

<https://g20.org/g20-finance-ministers-and-health-ministers-agree-to-support-financial-intermediary-fund-for-pandemic-ppr/>

"Le ministère de la Santé et le ministère des Finances de la République d'Indonésie ont tenu la 1ère réunion conjointe des ministres des Finances et de la Santé du G20 (JFHMM) sous la présidence indonésienne du G20 sur une base hybride le 21 juin 2022. Le ministre de la Santé, S.E. Budi Gunadi Sadikin, et le ministre des Finances, S.E. Sri Mulyani Indrawati, ont présidé la session de la réunion. "

"En présence des membres du G20, d'invités et d'organisations internationales (OI), le JFHMM visait à obtenir des conseils des ministres des Finances et de la Santé du G20 sur certains progrès réalisés par le groupe de travail conjoint sur les finances et la santé (JFHTF), notamment : i) un fonds intermédiaire financier (FIF) pour la préparation, la prévention et l'intervention en cas de pandémie (PPR) et ii) l'élaboration de dispositions de coordination des finances et de la santé pour la préparation, la prévention et l'intervention en cas de pandémie (PPR). Les résultats de la discussion du JFHMM d'aujourd'hui serviront de base aux discussions de la prochaine réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales (FMCBG) le mois prochain et seront suivis de la prochaine réunion du JFHTF. En ce qui concerne le nouveau mécanisme de financement, la plupart des ministres des Finances et de la Santé ont convenu de la nécessité d'un nouveau mécanisme de financement multilatéral destiné à combler les lacunes en matière de financement de la PPR pandémique. Les membres se sont félicités des progrès récents dans l'établissement d'un Fonds d'Intermédiaire Financier (FIF) hébergé par la Banque Mondiale, et continueront à discuter de la gouvernance et de l'arrangement opérationnel du FIF avant que les dirigeants du G20 n'approuvent potentiellement le FIF lors de leur Sommet en novembre....."

- Via Reuters - Le [président du G20, l'Indonésie : Le fonds de lutte contre la pandémie pourrait démarrer en juin, avec l'accord de la Banque mondiale](#)

"Un fonds du G20 destiné à mieux se préparer aux futures pandémies pourrait être opérationnel à la fin du mois de juin, si le conseil d'administration de la Banque mondiale, qui l'abrite, donne son accord, a déclaré tard mardi le ministre des finances de l'Indonésie, qui préside actuellement le G20. Les pays du G20 ont provisoirement accepté de mettre en place ce fonds de plusieurs milliards de dollars, qui, selon les responsables de la santé, financera des efforts tels que la surveillance, la recherche et l'amélioration de l'accès aux vaccins pour les pays à revenu faible ou intermédiaire, entre autres. Plus de 1,1 milliard de dollars ont été promis au fonds par les États-Unis, l'Union européenne, l'Allemagne et Singapour, entre autres, a déclaré le ministre de la santé, Budi Gunadi Sadikin, lors d'une conférence de presse....".

- [Remarques du président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass, à la réunion conjointe des ministres des Finances et de la Santé du G20](#)

Entre autres, sur les "Six principes clés qui sous-tendent la conception du FIF".

...A la fin du mois de juin, nous soumettrons cette proposition à l'approbation du Conseil de la Banque mondiale. Après cela, nous prévoyons de travailler en étroite collaboration avec les donateurs, l'OMS et d'autres parties prenantes pour élaborer la portée et la conception détaillées du FIF. L'objectif est de lancer le FIF au troisième trimestre de 2022....."

En savoir plus sur le FIF (Fonds d'intermédiation financière pour la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies)

Politico (Pro) - Les meilleures organisations mondiales de santé pourront bénéficier de fonds pour la préparation à la pandémie

<https://subscriber.politicopro.com/article/2022/06/top-global-health-organizations-to-be-eligible-for-pandemic-preparedness-money-00040949?source=email>

"Selon un document obtenu par POLITICO, trois grandes organisations mondiales de santé pourront demander des fonds pour la préparation aux pandémies auprès d'un fonds international en cours de création à la Banque mondiale. Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, Gavi, l'Alliance pour les vaccins, et la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies ont été initialement exclus de la liste des organisations pouvant prétendre à un financement. Mais les gouvernements australien et américain, ainsi que de nombreuses autres entités ayant répondu à une consultation de la Banque mondiale, ont demandé que ces trois organisations soient incluses, car elles ont montré des résultats en aidant les pays pauvres à lutter contre les maladies et à accroître leur capacité à se préparer aux épidémies. Les organisations devront obtenir une dérogation pour pouvoir solliciter des fonds auprès du Fonds intermédiaire financier de la Banque mondiale pour la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies, qui devrait être créé lors d'une réunion du conseil d'administration de la Banque mondiale le 30 juin. La Banque mondiale procédera à l'examen de la dérogation avant le lancement du FIF à l'automne, selon le document, qui a été envoyé au conseil vendredi...."

Fil Twitter (à lire absolument) Felix Stein

<https://twitter.com/felixundstein/status/1538802479013445632>

"La suggestion controversée de la @Banque mondiale de créer un nouveau fonds de préparation et de réponse aux pandémies (PPR) montre les enjeux du financement de la santé mondiale...."

Y compris : ".... *Le fonds suggéré a quatre sphères de gouvernance (financement, conseil d'administration, secrétariat, mise en œuvre) & la Banque se place sur ces quatre sphères. L'@WHO est reléguée à un simple "conseil technique".*"

" Les grands donateurs auront certainement des rôles exécutifs au sein du conseil d'administration du fonds ; les pays bénéficiaires peut-être (la Banque craint leurs " conflits d'intérêts réels ou perçus "...), @WHO probablement pas. "

KFF - L'inclusion de la société civile dans un nouveau fonds d'intermédiation financière : Leçons des initiatives multilatérales actuelles

J Kates et al ; <https://www.kff.org/global-health-policy/issue-brief/civil-society-inclusion-in-a-new-financial-intermediary-fund-lessons-from-current-multilateral-initiatives/>

"Les dirigeants mondiaux semblent prêts à approuver la création d'un nouveau mécanisme de financement pour les activités de préparation et de réponse aux pandémies (PPR). Cependant, malgré cet élan, de nombreuses questions subsistent au sujet d'un nouveau FIF, notamment sur sa gouvernance et son fonctionnement et sur la mesure dans laquelle la société civile sera formellement incluse. Un [livre blanc](#) sur le FIF, récemment publié par la Banque mondiale, contient une brève mention de la société civile en tant qu'observateurs potentiels au conseil d'administration du FIF, bien que certains l'aient critiqué comme étant insuffisant. Pour contribuer à éclairer les discussions en cours, nous avons cherché à examiner les institutions existantes et à en tirer des leçons sur la manière dont elles s'engagent avec la société civile de manière formelle, dans le cadre de leur gouvernance, ainsi que par d'autres moyens. Nous avons analysé 14 grandes institutions multilatérales dans le domaine de la santé mondiale et dans des domaines connexes afin d'évaluer comment la société civile, y compris celle du Sud, s'est engagée dans leur gouvernance, leur mise en œuvre/programmation et leur suivi. Nous avons examiné les paramètres suivants de l'inclusion de la société civile pour évaluer un engagement plus formel : représentation au conseil d'administration ; droits de vote ; représentation du Sud requise ; représentation formelle dans les comités ; soutien à la participation à la gouvernance ; et obligation de financer la société civile dans le cadre de la mise en œuvre des programmes. Pour les institutions qui incluaient une représentation formelle au conseil d'administration, nous avons également examiné la part des sièges réservés à la société civile....."

Découvrez les principales conclusions.

Devex - Opinion : Nous devons auditer le rôle des banques de développement dans la réponse à la pandémie

S Akali et al ; <https://www.devex.com/news/opinion-we-need-to-audit-development-banks-role-in-pandemic-response-103420>

Article important. *"Ce mois-ci, le conseil d'administration de la Banque mondiale doit approuver le [livre blanc](#) récemment publié sur la proposition d'un fonds d'intermédiation financière (FIF) pour la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies (PPPR), afin qu'il soit opérationnel d'ici la fin de l'année. La proposition prévoit un rôle clé pour les banques multilatérales de développement, en partant du principe que ces institutions - et en particulier la [Banque mondiale](#) - sont la plus grande source de financement externe pour les PPPR dans les pays à revenu faible et intermédiaire, et qu'elles sont bien placées pour gérer ce financement à l'avenir. Cependant, plusieurs groupes de base, mouvements sociaux et organisations de la société civile à travers le monde [se demandent](#) si les BMD devraient avoir un rôle dans le financement des PPPR, et si oui, dans quelles conditions. "*

" " [Missing Receipts](#) " - un rapport mettant en lumière les principales tendances identifiées par plus de 20 organisations documentant l'aide COVID-19 financée par les BMD dans 16 pays - constate que les banques de développement ont fini par reproduire de vieilles erreurs et exacerber les problèmes structurels, tels que le manque de transparence, les inégalités et l'augmentation de la dette. La proposition de FIF favorisant les BMD - et hébergée à la Banque mondiale - risque de reproduire les erreurs du passé et de laisser pour compte les groupes les plus vulnérables. Nous

avons besoin d'un audit indépendant des dépenses des BMD pendant COVID-19, et de l'impact qu'elles ont eu sur le terrain avant qu'on ne leur confie un rôle dans le redressement des futures pandémies. "

"... La communauté internationale doit mener une réflexion critique sur ce à quoi pourrait ressembler une réponse aux crises plus efficace et inclusive. Les fonds du PPPR doivent être dépensés de manière démocratique et responsable, et adopter une approche fondée sur les droits de l'homme....."

A venir : Sommet du G7 (Elmau), (26-28 juin, Allemagne)

(en ligne) Brochure - G7 Allemagne : le sommet d'Elmau 2022

[G7](#)

Lecture préparatoire au sommet des leaders du G7 la semaine prochaine. Y compris une section sur la santé mondiale. Entre autres, avec **Ilona Kickbusch** sur la nécessité d'un multilatéralisme en réseau, inclusif et fondé sur des règles en matière de santé mondiale (et le rôle clé du G7 à cet égard).

Sur un autre plan : je compte exactement une femme leader sur la page d'accueil, au milieu d'une mer de leaders masculins.....

Priorités politiques pour la présidence allemande du G7 en 2022 - Vers une économie mondiale plus durable et plus inclusive : Déclaration du Conseil de l'OMS sur l'économie de la santé pour tous

<https://www.who.int/publications/m/item/policy-priorities-for-germany-s-g7-presidency-in-2022---towards-a-more-sustainable-and-inclusive-global-economy>

".... Plus précisément, le G7 devrait reconnaître et relever trois défis majeurs : Les impacts catastrophiques du changement climatique sur la santé publique, et les énormes économies économiques et les avantages en termes de santé et de bien-être qui résulteront de l'action climatique. Les défis écrasants en matière d'espace fiscal dans les pays à revenu faible et intermédiaire - exacerbés par les politiques d'austérité du Fonds monétaire international (FMI) et une dette insoutenable - menacent la capacité des pays à mettre en place une préparation et une réponse crédibles à une pandémie (PPR) et à garantir des progrès en matière d'action climatique et d'objectifs de développement durable (ODD). L'absence actuelle de coopération multilatérale significative en matière de surveillance et de réponse aux menaces sanitaires mondiales exige des mécanismes de réponse à la PPR régis de manière plus inclusive et des mesures visant à remédier aux principaux défauts structurels de la gouvernance actuelle de l'innovation sanitaire."

Le Conseil de l'OMS sur l'économie de la santé pour tous énumère ensuite **trois impératifs** : Mettre en évidence les avantages massifs de l'action climatique en matière de santé publique ; Créer un espace fiscal pour le redressement économique des pays à revenu faible et intermédiaire ; Parvenir à

une véritable coopération et collaboration multilatérale sur les menaces sanitaires mondiales et la réponse à y apporter.

Politico (Op- ed) - Le financement du nouveau cadre d'urgence sanitaire mondial est à portée de main

Par A Küçük & A Donnelly (Partenariat G20 pour la santé et le développement)

<https://www.politico.eu/sponsored-content/financing-new-global-health-emergency-framework-is-within-reach/amp/>

Article d'opinion sur la nécessité d'aligner le G20 et le G7 sur la gouvernance des urgences sanitaires mondiales. *"Les ministres de la santé et des finances du G20 et les chefs de gouvernement du G7 sont invités à aligner leurs agendas alors qu'ils se réunissent pour discuter de la préparation et de la réponse à une pandémie mondiale."*

"Cette semaine, en Indonésie, les ministres de la santé et des finances du G20 [se] pencheront sur des questions cruciales liées à la résilience des systèmes de santé, à la préparation aux pandémies et au financement futur du mécanisme de réponse mondial pour défendre le monde contre la prochaine pandémie. À la fin du mois, les chefs de gouvernement du G7 devront aborder globalement les mêmes questions. Au cœur de ces discussions se trouve la création urgente d'un nouveau Fonds intermédiaire financier (FIF) pour la préparation et la réponse aux pandémies, afin de combler le déficit annuel supplémentaire de 10,5 milliards de dollars dans la préparation et la réponse aux pandémies (PPR) à l'échelle mondiale...."

".... Étant donné le retour sur investissement important et démontrable et la valeur du renforcement des systèmes de santé et de la RPP, quels devraient être les résultats concrets du cycle de réunions du G20 et du G7 de juin 2022 ? Les dirigeants du G20 doivent institutionnaliser le dialogue entre les ministres de la santé, des finances et les gouverneurs des banques centrales, en créant l'équivalent du FSB. C'est la seule façon de parvenir à un partage précis des données, à une coordination significative et à une réaction rapide pour prévenir la prochaine crise. Le groupe de travail conjoint du G20 sur la finance et la santé peut passer à l'étape suivante, avec une structure de gouvernance et un secrétariat transparents et inclusifs, et évoluer rapidement vers le Conseil de stabilité financière et sanitaire (FHSB). Le G20 et le G7 doivent s'assurer que les questions de gouvernance et de financement associées au FIF sont résolues immédiatement. Le fonds devrait être situé à la Banque mondiale, mais les aspects techniques et opérationnels du fonds exigent que l'OMS joue un rôle central. De nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire et pays à faible revenu risquent de se retrouver en situation de défaut de paiement de leur dette dans les mois à venir, car ils ont dû emprunter pendant la crise du COVID-19. Les dirigeants du G20 et du G7 doivent reconnaître que les instruments déployés par la FIF seront de peu d'utilité s'ils ne font qu'accroître l'endettement souverain des économies fragiles. Le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et le Club de Paris doivent proposer un ensemble de mesures qui aident sous conditions les pays vulnérables à profiter du Fonds d'intermédiation financière, tout en restructurant le fardeau de la dette souveraine auquel tant de pays s'attaquent aujourd'hui. Enfin, les dirigeants du G20 et du G7 doivent convenir d'une nouvelle taxonomie commune pour définir et mesurer la valeur et les résultats des investissements dans le renforcement des systèmes de santé. L'UE est en train d'établir un tel régime pour les divulgations relatives au changement climatique - il est essentiel qu'un régime similaire soit établi pour l'approche "Une seule santé", afin de donner confiance dans le fait que ces investissements produisent des améliorations démontrables et mesurables....". "Les ministres de la santé et des finances du G20 doivent également promouvoir

des paramètres d'investissement communs qui puissent montrer clairement quel est le retour sur cet investissement pour l'économie et la santé des citoyens."

Liens :

- Devex - [Les ministres du G-7 se réunissent à Berlin pour une conférence sur la sécurité alimentaire mondiale](#)

"Les ministres des affaires étrangères, de l'agriculture et du développement du groupe G-7 des principales nations industrielles doivent se réunir à Berlin vendredi pour une conférence ministérielle, sous le thème "S'unir pour la sécurité alimentaire mondiale", afin de s'attaquer à la crise des aliments et des engrangés provoquée par la guerre de la Russie en Ukraine."

Aura lieu 2 jours avant le sommet (annuel) des leaders.

Sommet régional mondial de la santé de Rome (15-17 juin, Rome)

Consultez la **déclaration (de l'Alliance M8)** sur des sujets cruciaux de la santé mondiale tels que les **#vaccins, les #soins de santé, les maladies chroniques, la médecine personnalisée** [ici](#).

Avec un certain nombre de **recommandations**.

PS : sur le fait de "reconnaitre que le changement climatique est un concept de "crise sanitaire" auquel les systèmes de santé doivent faire face". Si vous pensez que cela suffira pour faire face à l'urgence climatique, je réserve mon billet pour le "Multivers".

Journées européennes du développement (21-22 juin, Bruxelles)

<https://eudevdays.eu/>

Voir aussi l'intro de cette semaine. Il est probablement bon de (re)regarder certaines sessions.

Via [Devex](#) : "Le thème de cette année [était] le "Global Gateway" - la marque créée par la Commission européenne pour ses investissements dans le monde au cours des prochaines années. "Vert" et "numérique" sont les mots d'ordre, comme un rapide coup d'œil au programme tentaculaire de deux jours vous le dira. Mais si vous n'êtes pas sûrs de ce que tout cela représente concrètement, vous n'êtes pas les seuls : il n'y a pas beaucoup d'argent frais en dehors du budget de la Commission pour 2021-2027 pour maintenant....."

En savoir plus sur la gouvernance et le financement de la santé mondiale

HPW - L'agitation autour de qui doit déclarer les urgences de santé publique en Afrique

<https://healthpolicy-watch.news/public-health-emergencies-in-africa/>

A lire absolument. *"Africa CDC veut pouvoir déclarer des urgences de santé publique de sécurité continentale mais l'OMS prévient que cela pourrait être une démarche risquée qui pourrait isoler les pays africains et créer une confusion concernant la réponse. "*

Quelques extraits :

" Le Bureau régional africain de l'Organisation mondiale de la santé (OMS AFRO) s'est retrouvé à expliquer sa désapprobation de la quête du CDC Afrique pour un mandat lui permettant de pouvoir déclarer une " urgence de santé publique de sécurité continentale ". Dans une déclaration, la Région africaine de l'OMS (AFRO) a demandé l'évaluation des avantages et des risques de la politique proposée pour les États membres. Elle a noté que si le changement de politique pouvait réduire la dépendance de l'Afrique à l'égard des autres, il pourrait également déclencher davantage de restrictions en matière de voyages et de commerce et isoler le continent, comme cela s'est produit avec les interdictions de voyager imposées par de nombreux pays d'Afrique australe après que les scientifiques y ont identifié l'émergence de la variante Omicron du virus CoV2 du SRAS. S'adressant à Health Policy Watch, le Dr Abdou Salam Gueye, directeur régional des urgences de l'OMS AFRO, a ajouté que la création d'un nouveau type de déclaration d'urgence au niveau continental, sous l'administration de l'Africa CDC plutôt que de l'OMS, pourrait également prêter à confusion. Et cela pourrait, selon lui, retarder, plutôt qu'accélérer, les contre-mesures. "

".... Expliquant pourquoi Africa CDC a besoin de ce mandat, Ahmed Ogwell Ouma, directeur par intérim d'Africa CDC, a fait remarquer que les procédures d'intervention d'urgence de l'Union africaine - du recrutement des équipes d'intervention à l'achat de médicaments et de vaccins - ne peuvent être activées sans une sorte de déclaration officielle d'urgence de santé publique. Actuellement, l'OMS n'est habilitée, en vertu de son Règlement sanitaire international, à déclarer des urgences de santé publique qu'au niveau mondial et non au niveau régional. Un autre problème du système d'alerte de l'OMS est qu'au sein de l'agence mondiale de la santé, la responsabilité de l'Afrique est en fait partagée entre deux organes régionaux de l'OMS - la région AFRO, qui coordonne les réponses en Afrique subsaharienne, et le Bureau régional de la Méditerranée orientale (EMRO). "

"... Le Dr Matshidiso Moeti, directeur régional de l'OMS AFRO, a déclaré à Health Policy Watch que l'OMS ne fait pas pression contre cette démarche auprès des ministres africains de la santé, qui doivent prendre une décision. Mais l'OMS vise plutôt à les aider à comprendre les avantages et les inconvénients des déclarations d'épidémie par différentes organisations et à différents niveaux. "

WHO Afro - L'OMS soutient le rôle de chef de file d'un centre africain fort pour le contrôle et la prévention des maladies.

<https://www.afro.who.int/news/who-supports-leadership-role-strong-africa-centre-disease-control-and-prevention>

Réaction officielle à la [couverture du](#) Devex de la semaine dernière.

Le Fonds mondial se joint à ses partenaires pour s'engager à remédier aux importantes pénuries d'oxygène

<https://www.theglobalfund.org/en/updates/2022/2022-06-21-the-global-fund-joins-partners-in-committing-to-address-large-shortfalls-in-oxygen/>

"Aujourd'hui, le Fonds mondial s'est joint à un total de cinq pays donateurs, organisations multilatérales et fondations qui ont annoncé des exemples de leurs contributions collectives visant à combler les importantes lacunes en matière d'accès à l'oxygène pour les patients, notamment ceux hospitalisés pour le COVID-19, dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFM) du monde entier."

" Pendant la pandémie, les donateurs du monde entier ont mobilisé plus de 800 millions de dollars de subventions pour aider les PRFM à éviter les pénuries d'oxygène. Ces investissements ont déjà aidé des millions de patients et seront des éléments essentiels des systèmes nécessaires pour répondre aux futures urgences sanitaires. Mais ils ne sont pas suffisants. Un milliard de dollars supplémentaires est nécessaire pour éviter de nouvelles pénuries d'oxygène dans les PRFM, rien que pour l'année prochaine. Les personnes atteintes de COVID-19 ou d'autres maladies graves ne doivent pas être laissées à l'abandon simplement à cause du manque d'oxygène dans les établissements médicaux. Les donateurs qui ont fait cette annonce sont le Fonds mondial, le gouvernement allemand, la Fondation Skoll, Unitaid et l'Agence américaine pour le développement international."

Chatham House (Expert Comment) - De nouvelles approches sont nécessaires pour débloquer le financement de la santé mondiale

C Butler et al ; <https://www.chathamhouse.org/2022/06/new-approaches-needed-unlock-global-health-funding>

" Tirer les leçons de la réponse au COVID-19 implique de repenser fondamentalement ce que la communauté internationale doit financer et comment l'effort est organisé. "

"Lors de leur dernière réunion en mai, les ministres des finances du G7 ont clairement reconnu la nécessité d'un financement supplémentaire pour lutter contre la pandémie et pour combler les lacunes financières en matière de préparation et de réponse à la pandémie. Mais ils ont semblé repousser la responsabilité au sommet du G20 de fin octobre, en notant que 'davantage d'efforts de la part de tous les membres de la communauté internationale, y compris le G20, sont nécessaires'. Cela est certainement conforme au rôle déclaré du G20 en tant que "premier forum économique mondial" et reflète la réalité selon laquelle les membres du G20 en dehors du G7 partageront également de manière substantielle les bénéfices de la suppression de la COVID-19 et de la réduction du risque de futures pandémies, tout en disposant de capacités économiques et financières considérables. Mais dans les circonstances actuelles, cela augmente aussi considérablement le risque que le déficit de financement ne soit pas comblé en 2022. L'attaque de la Russie contre l'Ukraine a gravement porté atteinte au G20 en tant qu'organe de coordination et de décision au niveau mondial, les pays occidentaux rechignant à travailler dans un groupe dont l'un des principaux membres sape l'ensemble du système de gouvernance internationale. Mais les autres grandes économies ne sont pas prêtes à expulser ou à suspendre la Russie du G20."

".... il apparaît de plus en plus clairement que l'approche du financement officiel des priorités internationales en matière de santé, et en particulier de celles qui servent à protéger l'ensemble de la population mondiale, doit être fondamentalement repensée. Cette refonte doit tenir compte du contexte dans lequel les décideurs ultimes - tels que les ministères des finances et les dirigeants politiques - prennent des décisions et hiérarchisent les financements disponibles entre des priorités d'importance vitale mais concurrentes. "

"Les recherches en cours à Chatham House ont mis en évidence trois facteurs qui devraient être au cœur de cette réflexion..... "Vérifiez ce qu'ils sont.

Covax (& ACT-A)

Reuters - Le projet de vaccin COVID-19 pour les plus pauvres du monde pousse à un ralentissement de la livraison.

[Reuters](#) ;

" Les responsables du programme mondial visant à fournir des vaccins COVID-19 aux plus pauvres du monde font pression sur les fabricants, dont Pfizer (PFE.N) et Moderna (MRNA.O), pour qu'ils réduisent ou ralentissent les livraisons d'environ un demi-milliard de doses afin d'éviter le gaspillage. Selon des documents internes consultés par Reuters, COVAX, le programme dirigé par l'Organisation mondiale de la santé, souhaite recevoir entre 400 et 600 millions de doses de vaccins de moins que ce qui avait été initialement prévu par six sociétés pharmaceutiques. "

"Alors qu'au début, l'initiative s'est heurtée à des difficultés pour obtenir des vaccins, les pays riches s'étant emparés de l'offre limitée, les dons de ces mêmes pays plus tard en 2021, ainsi que l'amélioration de la production des fabricants - parallèlement aux difficultés de livraison et à l'hésitation des vaccins dans un certain nombre de pays - ont conduit à une surabondance de vaccins en 2022. Gavi souhaite que les fabricants réduisent la taille des commandes initiales ou au moins les " rephaser ", ce qui signifie qu'elles seront livrées à une date ultérieure correspondant mieux au moment où les pays en auront besoin. Les négociations futures pourraient également porter sur l'obtention des vaccins spécifiques à une variante actuellement testés par les fabricants, notamment Moderna et Pfizer. "

"Si Gavi est proche d'un accord avec certains fabricants, les négociations contractuelles avec d'autres sociétés ne sont pas aussi avancées, selon des sources proches des pourparlers. Aucun accord n'a encore été conclu. Les plus grosses commandes concernent Moderna et Pfizer, aux côtés du Serum Institute of India, de Novavax (NVAX.O) , Johnson & Johnson (JNJ.N) et Clover Biopharmaceuticals (2197.HK). "

"... Au total, COVAX a livré plus de 1,5 milliard de doses au cours des 18 derniers mois. Cependant, son objectif initial, qui était de contribuer à la réalisation de l'objectif de vaccination de 70 % de la population de chaque pays du monde d'ici ce mois-ci, est désormais relégué au second plan par rapport à la protection de 100 % des personnes les plus vulnérables, à savoir les travailleurs de la santé et les personnes âgées. Alors que 66,3 % de la population mondiale a désormais reçu au moins une dose de vaccin COVID-19, cette proportion tombe à 17,8 % dans les pays à faible revenu, selon Notre monde en chiffres. "Ce qui est essentiel pour la réponse mondiale à la pandémie maintenant,

ce n'est pas un volume élevé de doses, mais un approvisionnement et un soutien adaptés aux pays à faible revenu", a déclaré Gavi. Les documents examinés par Reuters en vue de la réunion du conseil d'administration de l'organisation cette semaine montrent également que COVAX envisage d'étendre son travail pour "tirer parti des dons de doses" des pays à revenu élevé afin de fournir des vaccins COVID-19 pour les enfants, ainsi que pour les adultes, dans certains des pays soutenus par le programme.

Politico's Global Pulse - Maintenir la santé mondiale à l'ordre du jour du G-7

<https://www.politico.com/newsletters/global-pulse/2022/06/23/the-hunt-for-more-of-a-monkeypox-antiviral-00041539>

".... Bruce Aylward, conseiller principal auprès du directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, espère que les membres du G7 qui n'ont pas encore fait leur part dans la réponse à la pandémie - tous sauf le Canada et l'Allemagne - promettront d'augmenter le financement de la réponse mondiale, ce qui permettrait d'accroître les tests Covid et les taux de vaccination. L'accélérateur d'accès aux outils Covid-19 (ACT) a encore besoin de 13 milliards de dollars cette année, principalement pour l'achat de tests.

"Le Fonds mondial n'a pas été en mesure de prendre de nouvelles commandes [de tests Covid] depuis novembre dernier ou même avant, car il n'a tout simplement pas obtenu de financement", a déclaré M. Aylward à Global Pulse. En conséquence, les taux de dépistage ont chuté de 70 à 90 % dans les pays à revenu faible et intermédiaire, par rapport à un niveau déjà faible, a-t-il précisé...."

- Lien : [ACT-Accelerator : Mise à jour trimestrielle Q1 : 1er janvier - 31 mars 2022](https://www.actaccelerator.org/quarterly-updates/q1-2022)

En savoir plus sur la sécurité sanitaire mondiale

Devex - La sécheresse atteint pour la première fois le statut d'urgence sanitaire de l'OMS

<https://www.devex.com/news/drought-reaches-top-who-health-emergency-status-for-the-first-time-103478>

"L'Organisation mondiale de la santé a classé la sécheresse qui sévit dans la Corne de l'Afrique comme une urgence sanitaire de niveau 3, soit le classement de crise le plus élevé de l'agence. C'est la première fois dans l'histoire du programme d'urgence de l'OMS et de ce système de classement qu'une sécheresse et une crise d'insécurité alimentaire atteignent ce niveau d'urgence, a déclaré un porte-parole de l'OMS à Devex....."

"Lorsque l'OMS déclenche ce niveau d'urgence, cela signifie qu'elle va mobiliser des équipes à tous les niveaux de l'organisation pour intervenir. "Des fonds d'urgence seront alloués à partir des ressources internes de l'OMS pour lancer la réponse et répondre aux besoins immédiats des pays. D'autres ressources devront être mobilisées pour répondre à cette crise urgente. Nous sommes en train de mettre au point un plan d'intervention stratégique qui guidera nos activités aux trois niveaux", a déclaré le porte-parole. L'OMS a fait cette déclaration le 20 mai et elle

s'applique à Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie, le Sud-Soudan, le Soudan et l'Ouganda....."

PS : "Parmi les autres crises préexistantes considérées globalement comme des urgences de niveau 3 figurent la pandémie de [COVID-19](#) et les pays suivants qui connaissent des conflits : le nord de l'Ethiopie, l'Afghanistan, l'Ukraine, la Syrie, la République démocratique du Congo, la Somalie, le Yémen et le Sud-Soudan."

Devex - Comment faire parvenir plus rapidement les vaccins aux pays les plus pauvres lors de la prochaine pandémie ?

[Comment faire parvenir plus rapidement les vaccins aux pays les plus pauvres lors de la prochaine pandémie ?](#)

(gated) *"Le facteur le plus déterminant pour savoir quand les pays recevront les vaccins COVID-19 est le moment où ils ont passé leur commande. Le moment de la commande explique jusqu'à 75 % des retards dans la livraison des vaccins - dans la plupart des cas, plus la commande est passée tôt, plus elle arrive tôt. Selon deux chercheurs de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, les pays à haut revenu avaient ainsi une longueur d'avance sur les pays à faible revenu qui ne disposaient pas immédiatement des ressources ou des partenariats nécessaires à la signature de ces contrats. Pour égaliser les chances, Ruchir Agarwal du FMI et Tristan Reed de la Banque mondiale proposent d'[établir un nouveau mécanisme d'engagement anticipé](#) avec accès à une ligne de crédit au "jour zéro", rapporte Shabtai Gold....."*

".... L'idée n'est pas entièrement nouvelle. Un engagement de marché anticipé a déjà été utilisé auparavant : Il y a plus de dix ans, les donateurs ont donné 1,5 milliard de dollars pour un vaccin contre le pneumocoque. L'idée était de réduire les risques et d'encourager l'investissement dans les marchés en développement en garantissant aux producteurs que le vaccin serait acheté. Mais il existe des différences avec le COVID-19, selon les responsables de la Banque mondiale. Et si le prêteur avait directement financé l'achat de vaccins, il aurait été en concurrence avec le programme coopératif international COVAX. Les pays à revenu élevé ne voulaient pas non plus que COVAX leur fasse concurrence pour les vaccins COVID-19 - ils pourraient donc hésiter à créer un fonds d'engagement anticipé qui le ferait lors d'une future crise sanitaire....."

Mondialisation et santé (débat) - "Pas de regrets" Les achats en cas de pandémie : tirer le meilleur parti des accords préalables d'achat

I Thornton et al ; <https://globalizationandhealth.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12992-022-00851-3>

L'achat "sans regret" - à l'aide d'accords d'achat anticipé (APA) - a caractérisé la réponse aux récentes pandémies telles que la grippe aviaire, le virus Zika et maintenant le COVID-19. Les APP sont utilisés pour réduire l'incertitude de la demande pour les développeurs et les fabricants de produits, pour se protéger contre les risques liés à la R&D et à la fabrication et pour garantir la disponibilité des produits en cas de forte hausse de la demande. L'utilisation des APP pour l'achat de vaccins, de médicaments, de produits de diagnostic et d'équipements de protection individuelle au cours des récentes pandémies illustre la manière dont ces contrats peuvent atteindre les objectifs visés par les acheteurs. Mais le transfert du risque des fournisseurs aux acheteurs - comme le font les APP - peut avoir des conséquences, notamment des achats excessifs et des paiements excessifs.

En outre, l'utilisation généralisée des APP par les pays à revenu élevé a contribué aux inégalités frappantes qui ont caractérisé les réponses à la grippe porcine et au COVID-19, retardant l'accès aux vaccins et autres fournitures pour les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFM). "

"Nous identifions sept façons de traiter certains des risques et des inconvénients des APP, y compris l'adoption d'un cadre mondial régissant la façon dont les pays concluent des APP et partagent les fournitures qui en résultent ; la mise en commun volontaire par le biais d'APP conjoints ou coordonnés ; un mécanisme soutenu par des capitaux concessionnels pour permettre aux acheteurs internationaux et aux L&MIC de placer des options sur les produits comme alternative aux engagements d'achat complets ; une plus grande collecte et un meilleur partage des informations sur le marché pour aider les acheteurs à placer des APP plus intelligents ; le soutien d'un marché de revente ; l'intégration de mécanismes de don dès le départ ; et la transition vers l'abandon des APP à mesure que les marchés arrivent à maturité."

Guardian - L'expansion de l'élevage en plein air pourrait augmenter le risque de pandémies d'origine animale - étude

<https://www.theguardian.com/environment/2022/jun/23/free-range-extensive-farming-may-risk-more-animal-borne-pandemics-than-intensive-factory-farming-study>

"Si nous ne pouvons pas réduire considérablement la consommation de viande, l'élevage industriel intensif pourrait être comparativement moins risqué, estiment les auteurs."

La 12e Conférence ministérielle de l'OMCth (MC 12) - analyse globale

Dans **cette section**, nous revenons sur la MC12, en commençant par une **analyse globale de la conférence ministérielle des 12th de la semaine dernière**.

Dans la **section suivante**, nous nous concentrerons sur l'**analyse et les réactions à l'accord de "renonciation aux ADPIC"** (*la renonciation initiale ayant été transformée en une sorte de "rien du tout"*).

Mais d'abord, **tous les documents finaux de l'OMC (MC)** :

https://www.wto.org/english/thewto_e/minist_e/mc12_e/documents_e.htm

Borderlex - Le nouveau "paquet de Genève" de l'OMC : Qu'est-ce qui a été convenu ?

[Borderlex](#) ;

"Les ministres du commerce de l'OMC ont mené à bien la 12e réunion ministérielle de l'institution en concluant un accord de compromis sur un ensemble de mesures concernant une dérogation aux ADPIC, l'agriculture, la pêche et la réforme de l'OMC. L'accord, qui a été baptisé "paquet de Genève" par les diplomates, comprend également une prolongation de 2 ans du moratoire existant sur les droits de douane sur le commerce électronique....."

PS : "Engagement non contraignant à maintenir les marchés ouverts si la pandémie frappe à nouveau : Indépendamment de la dérogation ADPIC, les ministres ont également convenu d'une déclaration en 29 points sur la réponse de l'OMC à la pandémie de COVID-19 et la préparation aux futures pandémies". Cette déclaration comprend un engagement à veiller à ce que toute mesure commerciale d'urgence future conçue pour faire face à une situation de pandémie, lorsqu'elle est jugée nécessaire, soit "ciblée, proportionnée, transparente, temporaire et ne crée pas d'obstacles inutiles au commerce ou de perturbations inutiles des chaînes d'approvisionnement".....". " Les membres se sont également engagés à "faire preuve de retenue" en imposant des interdictions d'exportation de produits de santé - ce qui a été une caractéristique des phases initiales de la pandémie actuelle. "

FT - L'exercice marathonien de l'OMC pour rester en vie

A Beattie; <https://www.ft.com/content/ae5599ef-2710-43f3-bf08-9d2799f1b884?sharetype=blocked>

Analyse d'Alan Beattie, observateur de l'OMC. "Le symbolisme des accords conclus lors de la réunion ministérielle de cette semaine l'a emporté sur leur substance."

Quelques citations :

".... Soyons honnêtes : ce n'est pas un grand pivot historique dans la gouvernance mondiale. Le paquet d'accords aborde des questions importantes - la propriété intellectuelle derrière les vaccins Covid, la réduction des subventions à la pêche pour empêcher que les océans ne soient vidés de leur vie, la prévention d'une crise alimentaire mondiale - mais ne fait pas grand-chose pour les résoudre. Sa principale réussite est en fait de montrer que la fonction de négociation de l'institution est à peu près intacte. Compte tenu de la perturbation causée par Covid et de la division politique de la guerre en Ukraine, ce n'est pas négligeable. Mais pour s'en inspirer, il faudra que les gouvernements eux-mêmes fassent beaucoup plus d'efforts. Les deux principaux accords, à savoir la création de flexibilités dans l'accord "Trips" de l'OMC sur la propriété intellectuelle et la restriction des subventions à la pêche, ont été progressivement affaiblis au cours des négociations. Les dispositions de l'accord Trips ont été édulcorées à des niveaux presque homéopathiques par rapport à la proposition initiale d'une large renonciation à toute propriété intellectuelle couvrant tous les traitements Covid fabriqués en 2020 par l'Afrique du Sud et l'Inde. Ce qui a émergé n'est pas vraiment une renonciation : c'est une clarification des flexibilités existantes pour passer outre les brevets de vaccins en cas d'urgence sanitaire, avec un peu plus de bureaucratie ajoutée.....".

".... Le rôle de la direction de l'OMC dans cette affaire est à la fois impressionnant et décourageant, la qualité de la contribution de la direction dépassant de loin la substance de l'accord qui en résulte. Avec Ngozi Okonjo-Iweala, l'ancienne ministre des finances nigériane qui a pris ses fonctions l'année dernière, l'OMC dispose de l'un des directeurs généraux les plus politiquement connectés de son histoire. Elle a passé des mois à rappeler aux gouvernements l'importance du compromis et de maintenir le système en vie.....". En dépit de tout cela, ".... Les modestes résultats doivent maintenant certainement avoir épousé l'idée que la gestion de l'OMC et la conduite des négociations sont le problème. Tant que des membres importants comme les États-Unis et l'Inde ne se montreront pas constructifs, vous pourriez installer n'importe quel génie diplomatique de l'histoire au poste de directeur général - Talleyrand, Metternich, Benjamin Franklin, Maharaja Ranjit Singh, Kublai Khan, peu importe - et cela ne réglerait pas le problème. Les États-Unis restent très peu engagés dans l'OMC. Ils ont obtenu beaucoup de crédit au niveau national pour

avoir soutenu la dérogation des Trips, mais ils sont restés en retrait et ont laissé d'autres gouvernements faire la course. L'Inde, comme c'est désormais la tradition lors des réunions ministérielles, a fait une série d'interventions perturbatrices (et, à cette occasion, de plus en plus baroques) pour se poser en leader du monde en développement. Le point culminant a été l'aria du ministre du commerce Piyush Goyal sur les subventions à la pêche, dans laquelle il a fait la leçon à des délégués déconcertés sur le rôle du poisson dans la mythologie, la religion et la culture indiennes et s'est amusé à dire que "la vie traditionnelle des pêcheurs en Inde est liée aux océans et aux mers depuis des temps immémoriaux".

Reuters - Pas de monologues autorisés et une danse sur "I Will Survive" : comment le "paquet de Genève" de l'OMC a été gagné.

<https://www.reuters.com/world/no-monologues-allowed-dancing-i-will-survive-how-wtos-geneva-package-was-won-2022-06-17/>

Quant au rôle de Ngozi dans tout cela, il est clair qu'elle a à la fois des fans et des détracteurs (féroces). *"Depuis que Ngozi Okonjo-Iweala a pris la tête de l'Organisation mondiale du commerce l'année dernière, l'un de ses principaux chevaux de bataille est le style de négociation des pays membres, qu'elle juge inefficace, inflexible et qui doit changer. L'OMC, une organisation mondiale qui réglemente le commerce international, est souvent accusée d'être dépassée et improductive, des critiques auxquelles Mme Okonjo-Iweala a cherché à répondre directement depuis qu'elle en a pris la tête en tant que directrice générale :"*

".... Certains diplomates ont attribué à Mme Okonjo-Iweala le mérite de la conclusion d'accords. À plusieurs reprises, les négociations semblaient désespérées ou étaient sur le point d'échouer en raison de l'intransigeance de l'Inde et des protestations suscitées par un texte sur la pêche qui n'allait pas aussi loin que le souhaitaient de nombreuses nations côtières et insulaires....."

".... Ses partisans affirment qu'elle a redynamisé le bureau du directeur général - un rôle qui n'a pas beaucoup de pouvoirs formels - bien que certains membres l'aient critiquée pour des processus qu'ils qualifient d'opiques et d'exclusifs.....".

Analyse (et principales réactions) de la "dérogation partielle aux ADPIC"/"rien du tout".

Avec un aperçu de la couverture et de l'analyse clés, puis les principales réactions.

Devex - L'OMC se met enfin d'accord sur un accord sur les ADPIC. Mais tout le monde n'est pas satisfait

A Green ; <https://www.devex.com/news/wto-finally-agrees-on-a-trips-deal-but-not-everyone-is-happy-103476>

Analyse à lire absolument.

"Après que sa conférence ministérielle de quatre jours ait débordé sur un sixième jour, l'Organisation mondiale du commerce est finalement parvenue à un accord sur la dérogation controversée des ADPIC vendredi matin. Après des négociations très contestées, les États membres se sont mis d'accord sur un accord qui supprime temporairement les barrières de propriété intellectuelle autour des brevets pour les vaccins COVID-19, et reporte de six mois les discussions sur l'extension de la dérogation aux traitements et aux tests."

"... Alors que l'accord final est au mieux un cousin éloigné de cette proposition antérieure, la question est la suivante : Est-ce qu'il atteint l'un des objectifs de la proposition initiale ?"

"La directrice générale de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala, pense que ce sera le cas : "Sur la dérogation ADPIC, nous avons maintenant quelque chose en main", a-t-elle déclaré lors de la conférence de presse de clôture. "C'est vraiment excitant maintenant d'aller dans ces usines qui commencent à s'installer dans tout le monde en développement et de commencer à travailler avec eux sur la façon dont cela va se concrétiser". Les groupes de la société civile ne sont pas convaincus...."

".... Il permet aux pays à revenu faible et intermédiaire de renoncer temporairement aux protections de ces brevets pour produire les vaccins, soit pour les utiliser dans leur pays, soit pour les envoyer à l'étranger. Il repousse de six mois la décision sur les traitements et les tests, bien que Shashikant ait fait remarquer que l'OMC est notoirement mauvaise pour ce qui est du respect des délais. Il a également supprimé les appels de la proposition initiale à renoncer temporairement aux protections sur les secrets commerciaux, les droits d'auteur et les dessins industriels....."

".... Le nouvel accord offre en fait peu de choses qui diffèrent des exemptions dont bénéficient déjà les membres de l'OMC en vertu des règles existantes, à part quelques distinctions, notamment la simplification de certaines des exigences en matière de notification."

"...Le plus grand changement - et l'un des points de discussion les plus controversés de la conférence ministérielle - selon les observateurs, était la limite que le nouvel accord imposait à l'éligibilité. Tout pays était en mesure de tirer parti des flexibilités existantes de l'OMC. Mais en vertu de l'accord, l'éligibilité des exportations est limitée aux PFR-PRI. Il y a également un langage spécifique, poussé par les États-Unis, qui semble exclure la Chine du bénéfice de la dérogation. Pékin ayant déjà fait savoir qu'elle ne profiterait pas de l'accord, il n'y a pas d'impact immédiat. Mais, selon Shashikant, "cela crée un précédent très néfaste. Si vous avez une décision et que l'objectif est la production et l'approvisionnement, vous voulez que tous les pays qui peuvent produire et exporter soient encouragés à utiliser cette décision." Le texte comprend également d'autres conditions qui restreignent encore plus sa portée déjà limitée, notamment l'interdiction de réexporter les vaccins acquis dans le cadre de la dérogation, sauf à des fins humanitaires.

PS : Même les négociations pour arriver à la décision d'aujourd'hui - qui ont été menées en grande partie lors de réunions secrètes entre petits groupes de délégués - ont été controversées. Bien qu'il s'agisse d'une méthode traditionnelle de négociation au sein de l'OMC, les groupes de la société civile ont déclaré que les délégués du Nord étaient représentés de manière disproportionnée et que leurs points de vue faisaient l'objet d'une attention excessive....."

PS : l'analyse présente également la réaction de la FIIM, c'est-à-dire de Thomas Cueni et de sa bande de frères pharmaceutiques cupides. Ils ne sont pas non plus très satisfaits de l'accord.

HPW - L'OMC s'accorde sur une dérogation limitée en matière de PI pour les vaccins COVID-19 et sur un ensemble de mesures visant à réduire les subventions néfastes à la pêche

<https://healthpolicy-watch.news/wto-negotiators-agree-on-package-to-reduce-harmful-fishing-subsidies-and-limited-ip-waiver-on-covid-19-vaccines/>

Cette couverture voit un rayon de lumière : "*Le texte de la dérogation limitée en matière de PI dit que les membres de l'OMC "décideront" de l'inclusion des tests et traitements COVID-19 dans les six mois.*"

".... Dans une victoire tactique pour les défenseurs de l'accès aux médicaments, les membres de l'OMC ont accepté d'insérer une clause dans le texte final sur la dérogation à la PI pour les vaccins COVID-19 stipulant que "six mois au plus tard à compter de la date de la présente décision, les membres décideront de son extension pour couvrir la production et la fourniture de diagnostics et de traitements COVID-19". Alors qu'il existe aujourd'hui un excédent mondial de vaccins rendant la renonciation à la PI pour les jabs presque insignifiante, toute décision future d'étendre la renonciation à la PI aux tests et traitements COVID-19 - qui sont beaucoup plus faciles à produire et également toujours en très faible quantité dans de nombreux pays - pourrait être beaucoup plus significative. "

Geneva Health Files - Le commerce a gagné, la santé n'a pas gagné. Un soupçon de dérogation à l'OMC.

P Patnaik ; https://genevahealthfiles.substack.com/p/trade-won-health-did-not-a-sliver?utm_source=email

Une analyse à lire absolument.

"...La performance du multilatéralisme lors de la 12ème conférence ministérielle à Genève était destinée à la survie des élites internationales et nationales et a laissé tomber les plus pauvres du monde, a tweeté Hyo Yoon Kang, un spécialiste du droit de la propriété intellectuelle, quelques heures après la conférence ministérielle. Pendant des mois, Kang et d'autres ont mis en lumière la politique du régime juridique de la propriété intellectuelle et ont souligné l'importance de renoncer aux dispositions relatives à la propriété intellectuelle de l'accord ADPIC pour lutter contre la pandémie. Mais des voix comme celle de Kang ont été trop éloignées de l'OMC, qui s'est montrée trop désireuse de préserver les régimes de propriété intellectuelle en vigueur, même face à la pire urgence sanitaire depuis 100 ans...."

"Cette semaine, l'OMC a adopté un texte faible qui, pour l'essentiel, ne déroge que partiellement à une seule disposition de l'accord sur les ADPIC. En fait, ce texte est tellement éloigné de la proposition originale de dérogation à l'accord sur les ADPIC, menée par l'Afrique du Sud et l'Inde, que les militants ont tenté avec acharnement, et en vain, de persuader les membres de l'OMC de rejeter le texte. La poussière finira par retomber à Genève, après 20 mois de débats intenses et divisés sur la renonciation aux ADPIC. Mais, selon les observateurs, une entaille a été faite. Et les efforts visant à rendre les règles de propriété intellectuelle responsables des intérêts de la santé publique se poursuivront sans aucun doute. "

"Cette histoire tente de saisir les **dernières heures des négociations autour des discussions sur la dérogation ADPIC** lors de la conférence ministérielle. Nous essayons également de comprendre ce que cela signifie pour l'avenir. "

Quelques citations et extraits :

"... **Il est également politiquement expéditif, tant pour l'OMC que pour les pays développés, d'y faire référence comme au texte de renonciation.** Bien que la sémantique compte, dans la lumière et le son que la conférence ministérielle a générés, cette nuance a déjà été perdue."

".... **Medicines Law and Policy**, un groupe d'experts juridiques, a précisé dans une analyse : " **Cette décision n'est plus une dérogation ADPIC** au sens où elle était proposée par l'Afrique du Sud et l'Inde en octobre 2020, qui était une dérogation plus complète aux obligations ADPIC pour pouvoir produire et accéder aux contre-mesures Covid-19. Les **caractéristiques générales de la dérogation ont été perdues lorsque la contre-proposition de l'UE d'octobre 2021, qui était centrée sur l'utilisation de la flexibilité existante de l'ADPIC en matière de licences obligatoires, est devenue le cœur du projet** qui a été présenté aux ministres pour travailler cette semaine."..."

PS : sur le processus : "Outre la faiblesse des éléments de fond du texte, ce qui a également suscité la consternation des pays en développement, non seulement avant la réunion ministérielle, mais aussi pendant les débats, c'est le manque de transparence et d'opportunité. Des sources familiaires avec les discussions ont indiqué qu'il n'y avait pas assez de place ou de temps pour que la majorité des délégations comprennent pleinement les implications du texte final....."

Priti Patnaik a également présenté les réactions officielles d'un certain nombre de pays clés (comme les États-Unis, l'Inde, l'UE, ...).

Et nous vous recommandons également la **dernière partie de cette analyse**, "disséquer les négociations".

Analyse KEI - La décision ministérielle de l'OMC du 17 juin 2022 sur l'accord sur les ADPIC

James Love ; <https://www.keionline.org/37830>

Son évaluation globale : ".... Plusieurs changements ont été apportés depuis la version du 10 juin. L'accord est un résultat limité et décevant dans l'ensemble qui est plus précisément décrit comme une exception étroite et temporaire à une restriction d'exportation, et non une dérogation. "

Extrait de son analyse juridique approfondie :

"... **La nouvelle décision ministérielle sur l'accord sur les ADPIC** : La nouvelle décision ministérielle sur l'Accord sur les ADPIC prévoit une exception aux restrictions à l'exportation 31.f qui est temporaire, ne s'applique qu'aux vaccins et uniquement au COVID 19, limite les pays et l'importation ou l'exportation, et contient des obligations de notification et de lutte contre le détournement.....

"... **Commentaire** : Le texte de la décision ministérielle sera à égalité avec le 31bis comme l'une des pires façons d'autoriser les exportations sous licence obligatoire. Les articles 31.k, 30 et 40 domineront tous. (Plus d'informations sur les alternatives [ici](#)). Les grandes entreprises pharmaceutiques peuvent se réjouir des précédents en matière de notifications et de lutte contre le détournement, qui sont importants pour elles, ainsi que de l'exclusion de la plupart des fabricants de vaccins et de la durée de 5 ans..... **Il est difficile d'imaginer quelque chose de moins avantageux que cela, en tant que réponse à une urgence sanitaire mondiale (autre que les textes de négociation**

précédents pour cette décision). Le fait que l'exception soit limitée aux vaccins, qu'elle ait une durée de cinq ans et qu'elle ne tienne pas compte des règles de l'OMC sur les secrets commerciaux la rend particulièrement peu susceptible de permettre un accès élargi aux contre-mesures COVID 19. La pression exercée cette semaine était de parvenir à un consensus afin de faire croire que le multilatéralisme fonctionne, ce qui semble avoir été la principale justification de la production de cette décision...."

Néanmoins, " Bien que l'on ne s'attende pas à ce que le texte ait un impact important, voire nul, sur l'équité des vaccins COVID 19, il y a tout de même quelques bons côtés à cela ". Voyez ce que c'est.

Vaccin populaire - Il s'agit d'un artifice technocratique visant à sauver des réputations, pas des vies.

<https://peoplesvaccine.org/resources/media-releases/wto-reaction-2022/>

La réaction officielle du Vaccin du Peuple. Ne mâchez pas vos mots.

MSF est déçue par le résultat inadéquat après près de deux ans de discussions à l'OMC.

<https://msfsouthasia.org/msf-is-disappointed-in-the-inadequate-outcome-after-nearly-two-years-of-discussions-at-the-wto/>

".... *Nous reconnaissons que quelques changements ont été apportés à l'accord qui ont atténué certains des éléments les plus inquiétants du texte précédent présenté en mai 2022, mais dans l'ensemble, nous sommes déçus qu'une véritable renonciation à la propriété intellectuelle, proposée en octobre 2020, couvrant tous les outils médicaux COVID-19 et incluant tous les pays, n'ait pu être convenue, même pendant une pandémie qui a coûté la vie à plus de 15 millions de personnes. Cet accord n'offre pas, dans l'ensemble, une solution efficace et significative pour aider à augmenter l'accès des personnes aux outils médicaux nécessaires pendant la pandémie, car il ne renonce pas de manière adéquate à la propriété intellectuelle sur tous les outils médicaux essentiels COVID-19, et il ne s'applique pas à tous les pays. Les mesures décrites dans la décision ne s'attaqueront pas aux monopoles pharmaceutiques et ne garantiront pas un accès abordable aux outils médicaux vitaux. Elles créeront un précédent négatif pour les futures crises sanitaires mondiales et pandémies." ".... Le texte de la décision contient [uniquement] une série de clarifications des garanties existantes en matière de santé publique et une exception limitée à la procédure de recours aux licences obligatoires pour l'exportation des vaccins COVID par les pays éligibles, pendant cinq ans....."*

PS : "En l'absence d'une véritable solution mondiale @wto, la @MSF exhorte désormais les gouvernements à envisager d'utiliser toutes les options juridiques et politiques disponibles au niveau national pour surmonter les obstacles liés à la PI et relever les défis actuels en matière d'accès.....".

- **Tweet connexe de Dimitri Eynikel (MSF) :**

"Les déclarations de la Commission européenne et du gouvernement britannique sont claires : la décision adoptée ne renonce pas aux droits de propriété intellectuelle sur les vaccins COVID-19. La décision renonce seulement à une obligation procédurale dans le cadre de l'ADPIC. "

- Dans le même ordre d'idées : Déclaration du **Centre Sud** - [Renonciation aux ADPIC : une réponse multilatérale insuffisante. Des actions nationales conformes aux ADPIC sont nécessaires](#)

".... Le processus qui a conduit à la décision confirme la nécessité d'utiliser pleinement les flexibilités de l'Accord sur les ADPIC pour faire face aux situations d'urgence et autres situations où la santé publique et d'autres intérêts publics sont en jeu, et de revoir le régime international actuel de la propriété intellectuelle (y compris l'article 31bis de l'Accord sur les ADPIC) pour accélérer le partage des technologies, y compris du savoir-faire. "

Opinion - Le nouvel accord de l'OMC est une gifle pour les pays les plus pauvres

Yousuf Vawda, Fatima Hassan et Tian Johnson ; <https://www.news24.com/fin24/opinion/opinion-new-wto-deal-is-a-slap-in-the-face-for-poorer-countries-20220618>

Les militants sud-africains se sont sentis trahis par leur président C Ramaphosa.

"Ces deux dernières années, le président Cyril Ramaphosa s'est fait le champion de l'appel en faveur d'une dérogation complète aux ADPIC pour tous les produits de santé liés au Covid-19. Cet accord permettrait à l'Afrique et aux pays du Sud de prendre le contrôle de la réponse à cette pandémie et à la prochaine. Le 17 juin 2022, à Genève, des pays riches et pauvres, dont l'Afrique du Sud, ont trahi son appel et brouillé son héritage, une gifle au visage de centaines de dirigeants mondiaux et de millions de militants qui ont soutenu l'appel du Président depuis 2020. Ils ont signé un mauvais accord en notre nom, pas une renonciation. Un mauvais accord. Grâce à un échec spectaculaire en matière de leadership, l'Afrique du Sud a succombé à l'intimidation des pays riches, aidée et encouragée par la directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Ngozi Okonjo-Iweala...."

PS : *".... En résumé, voici ce que signifie la décision : il n'y a pas de dérogation, seulement une exception étroite et temporaire à une restriction sur les quantités qui peuvent être exportées dans le cadre d'une licence obligatoire ; de telles licences obligatoires ne peuvent être accordées que pour des vaccins, et non pour des diagnostics ou des traitements ; des conditions supplémentaires sur les notifications, des mesures anti-diversification et des restrictions sur les pays qui peuvent exporter qui ne sont pas actuellement requises par l'accord sur les ADPIC ; il ne peut être utilisé que pour répondre au virus Covid-19 et non pour d'autres pandémies ou crises sanitaires ; aucune renonciation aux secrets commerciaux et au savoir-faire de fabrication, sans lesquels la capacité du mRNA Tech Hub en SA à produire commercialement de tels vaccins sera entravée. En outre, elle ne s'appliquera que pendant cinq ans, ce qui laisse peu de temps après le développement du vaccin pour qu'il soit commercialement viable et qu'un nouveau fabricant puisse entrer sur le marché. "*

Global Justice Now - L'OMC à bout de souffle après l'accord "bidon" sur le vaccin Covid

<https://www.globaljustice.org.uk/news/wto-on-last-legs-after-sham-covid-vaccine-deal/>

Le Royaume-Uni est condamné pour ses "tactiques de démolition délibérées" au nom des grandes sociétés pharmaceutiques ; la **proposition de dérogation aux ADPIC** "n'a pas seulement été diluée, elle a été balayée".

Les défenseurs de la santé mondiale ont réagi avec colère à la nouvelle selon laquelle l'OMC n'a pas réussi à suspendre les droits de propriété intellectuelle Covid-19 lors de sa 12e conférence ministérielle à Genève. **Les militants de Global Justice Now déclarent que l'incapacité à convenir d'une suspension significative des droits de monopole dans une situation d'urgence sanitaire mondiale sans précédent laisse l'Organisation mondiale du commerce elle-même "à bout de souffle".**"

ACT-A société civile - Déclaration sur la 12ème conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (juin 2022)

<https://covid19advocacy.org/wp-content/uploads/2022/06/Statement-on-WTO-MC12-June-2022.pdf>

""En tant que plateforme de la société civile et des communautés de l'@ACTAccelerator, nous exprimons notre profonde déception face aux résultats de la 12e conférence ministérielle de l'@OMC'.

Politico (éditorial) - La tache de coronavirus sur l'héritage de Mme Merkel

V Krishnan ; <https://www.politico.eu/article/coronavirus-stain-on-angela-merkel-legacy-vaccine-equity-wto-trips-waiver/>

Un éditorial percutant. *"Les décisions prises concernant les vaccins ont infligé une misère incalculable, façonnant la manière dont on se souviendra du dirigeant allemand.* "Quelques extraits :

*" Après l'élection de l'ancien président des États-Unis Donald Trump, le New York Times a même jugé bon de lui donner le **titre de "leader du monde libre"**. Mais la **position d'Angela Merkel sur la dérogation aux aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) pour les vaccins a constitué une épreuve de vérité pour son engagement en faveur des droits de l'homme et de la justice sociale**. Et à l'aube de la troisième année d'une pandémie qui a fait plus de 15 millions de victimes, **on peut se demander si elle mérite ce titre.** "*

".... Du point de vue de l'Inde - et des nations postcoloniales d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine - Mme Merkel apparaît comme un dirigeant profondément défectueux, qui a grandement contribué à laisser les personnes vulnérables sans protection. Il s'agit là du crime moral de notre génération, qui n'est pas très différent du refus d'administrer un baume aux métayers afro-américains participant à l'étude de Tuskegee sur la syphilis, qui s'est répété dans les années 1990 pendant l'épidémie de VIH, lorsque les pays africains, à l'épicentre de la crise, ont été les derniers à recevoir des antirétroviraux. Les décisions des puissances occidentales - en particulier de l'Allemagne, qui avait l'influence nécessaire pour briser l'impasse sur les vaccins - ont infligé une misère incalculable aux nations noires et brunes. Tel est l'héritage durable de Merkel. "

Enfin, quelques éléments :

- Nous vous recommandons ce **fil Twitter de Nina Schwalbe** :
<https://twitter.com/nschwalbe/status/1537689301839802370>
- Ashleigh Furlong (Politico) "**Une partie est heureuse - l'OMC**. La chef de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala, a déclaré que l'ensemble des accords servait à "renforcer et revigorer l'institution". Certains pays considèrent également l'accord comme une victoire, Katherine Tai, de l'USTR, affirmant qu'il s'agit d'un "résultat concret et significatif"."

Nouvelles clés de Covid

Reuters - Un groupe d'experts de l'OMS approuve l'utilisation du vaccin adapté à Omicron comme dose de rappel

[Reuters](#) ;

"Un vaccin modifié contre le coronavirus qui cible la variante Omicron peut être administré comme dose de rappel pour élargir l'immunité, a déclaré vendredi [la semaine dernière] un groupe consultatif technique mis en place par l'Organisation mondiale de la santé. Un tel vaccin adapté à la variante peut être bénéfique pour ceux qui ont déjà reçu la première série de vaccins, a déclaré le groupe consultatif de l'agence sur la composition du vaccin COVID-19, citant les données disponibles. L'agence pourrait envisager l'utilisation de ces vaccins à l'échelle mondiale dès lors qu'ils obtiendraient une autorisation d'utilisation d'urgence ou une approbation par une autorité réglementaire nationale stricte....."

Relié : **OMS - [Déclaration provisoire sur la composition des vaccins COVID-19 actuels](#)**

Cidrap News - La vaccination contre le COVID-19 chez les jeunes enfants commence après l'accord des CDC.

<https://www.cidrap.umn.edu/news-perspective/2022/06/covid-19-immunization-young-kids-begins-following-cdc-nod>

"Samedi, le groupe consultatif sur les vaccins des Centers for Disease Control and Prevention (CDC) a recommandé à l'unanimité les vaccins Moderna et Pfizer-BioNTech COVID-19 pour les enfants dès l'âge de 6 mois, ce qui a été rapidement accepté par les CDC....."

La science de la covidie

Lancet Infectious Diseases

Voir le communiqué de presse :

"The Lancet Infectious Diseases" : Les vaccins COVID-19 auraient permis d'éviter 20 millions de décès dans le monde au cours de la première année du programme de vaccination, selon une

étude de modélisation. La première étude de modélisation visant à quantifier l'impact des vaccins COVID-19 à l'échelle mondiale estime que 19,8 millions de décès sur un total potentiel de 31,4 millions ont été évités au cours de la première année suivant l'introduction des vaccins (8 décembre 2020 - 8 décembre 2021). Les pays à revenu élevé et moyen supérieur ont enregistré le plus grand nombre de décès évités (12,2 millions/ 19,8 millions), ce qui met en évidence les inégalités d'accès aux vaccins dans le monde. **599 300 décès supplémentaires auraient pu être évités si l'objectif de l'Organisation mondiale de la santé de vacciner 40 % de la population dans chaque pays d'ici à la fin de 2021 avait été atteint.** L'étude est basée sur les données de 185 pays et territoires et est la première à évaluer les décès évités directement et indirectement grâce à la vaccination par le COVID-19, en utilisant les registres de décès du COVID-19 et l'excès total de décès de chaque pays (ou des estimations lorsque les données officielles n'étaient pas disponibles). ... " " Les vaccins COVID-19 ont réduit de plus de la moitié le nombre potentiel de décès dans le monde pendant la pandémie dans l'année qui a suivi leur mise en œuvre, selon une étude de modélisation mathématique publiée aujourd'hui dans *The Lancet Infectious Diseases* estimates....."

".... Sur les quelque 20 millions de décès qui auraient été évités au cours de la première année suivant l'introduction des vaccins, près de 7,5 millions de décès ont été évités dans les pays couverts par l'initiative COVID-19 pour l'accès aux vaccins (COVAX). Cette initiative a été mise en place parce qu'il est apparu très tôt que l'équité vaccinale mondiale serait le seul moyen de sortir de la pandémie. Nos résultats montrent que des millions de vies ont probablement été sauvées en mettant les vaccins à la disposition de tous, quelle que soit leur richesse. Cependant, on aurait pu faire davantage. Si les objectifs fixés par l'OMS avaient été atteints, nous estimons qu'environ 1 vie sur 5 des vies perdues à cause du COVID-19 dans les pays à faible revenu aurait pu être évitée....."

Vaccins Covid (y compris le transfert de technologie)

HPW - L'accord conclu entre des sociétés de biotechnologie ouvre la voie au premier vaccin COVID-19 produit en Afrique

<https://healthpolicy-watch.news/biotech-companies-agreement-paves-way-for-first-african-owned-covid-19-vaccine/>

"Un an après la création du Centre de transfert de technologie des vaccins à ARNm, une collaboration entre deux sociétés de biotechnologie de premier plan - Afrigen Biologics et le Univercells group - a été annoncée mardi, ouvrant la voie au développement du tout premier vaccin africain contre le COVID-19 grâce à une propriété intellectuelle en libre accès. Utilisant la propriété intellectuelle des partenaires, la collaboration entre Afrigen, basée en Afrique du Sud, et Univercells, basée en Belgique, se concentrera sur le développement d'un nouveau vaccin à ARNm. Les sociétés ont l'intention de s'attaquer collectivement à deux défis majeurs qui ont entravé le déploiement du vaccin COVID-19 en Afrique et dans d'autres pays à revenu faible ou intermédiaire (PRFM) : le manque de production locale rentable et la nécessité de chaînes du froid ou du super-froid. "

".... La collaboration sera hébergée par Afrigen au Cap, en Afrique du Sud. Afrigen héberge le centre mondial de transfert de technologie des vaccins à ARNm de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et s'efforce de faciliter la production de vaccins à ARNm dans plus de 15 sites de fabrication désignés dans les PRFM du monde entier. Outre la mise au point d'un nouveau vaccin, la collaboration vise à créer un nouveau modèle de fabrication de vaccins à ARNm....."

Reuters - L'UE va investir dans la production de vaccins et de médicaments en Amérique latine

Reuters :

" L'Union européenne veut stimuler la production de vaccins et de médicaments en Amérique latine en investissant davantage dans la région et en partageant les technologies et les pratiques réglementaires, a déclaré mercredi.....".

"Le partenariat dans le domaine de la santé que nous lançons aujourd'hui permettra de créer des systèmes de santé plus solides et plus résilients en Amérique latine", a déclaré Ursula von der Leyen. Le partenariat se traduirait par un financement accru de l'industrie pharmaceutique latino-américaine, en plus des 890 millions d'euros (942,4 millions de dollars) que l'UE et ses pays investissent déjà dans des projets de santé dans la région avec des partenaires tels que la Banque interaméricaine de développement. ... "D'autres mesures seront prises. Nous sommes en train de définir notre soutien financier au secteur de la biotechnologie à Cuba et au Mexique", a déclaré Mme von der Leyen, ajoutant que la Commission étudiait également la possibilité d'investir au Chili, au Costa Rica, en Uruguay et en Colombie. Elle a ajouté que le bloc s'était également engagé à partager les technologies de la santé avec les pays d'Amérique latine, à mener des recherches ensemble et à coopérer au renforcement de l'environnement réglementaire. "

Reuters - Le PDG de Moderna : Le vaccin variant COVID sera prêt à être expédié en août.

Reuters :

"Le vaccin de Moderna contre la variante COVID-19 sera prêt à être expédié en août, car la société a fabriqué des doses avant l'autorisation, a déclaré mercredi à Reuters le directeur général Stéphane Bancel, ajoutant que le seul obstacle à l'approvisionnement était d'ordre réglementaire. "Notre objectif est de commencer dès le mois d'août, étant donné que nous allons déposer toutes les données en juin, d'ici la fin juin... avec un peu de chance, le vaccin sera autorisé en août", a déclaré M. Bancel dans une interview. "Nous pourrons commencer à expédier le vaccin en août. Dans certains pays, ce sera peut-être en septembre, mais ce sera vraiment une décision réglementaire. Car ce qui est (le) goulot d'étranglement actuellement, c'est la réglementation. Du point de vue de la fabrication, nous produisons le vaccin."

GAVI (livre blanc) - Une nouvelle ère de fabrication de vaccins en Afrique

<https://www.gavi.org/sites/default/files/white-paper/new-era-vaccine-manufacturing-in-africa-wp.pdf>

Ce livre blanc de GAVI présente le rôle proactif que Gavi entend jouer pour contribuer au développement d'une production de vaccins à long terme et durable en Afrique.

Document de travail de GAVI - Faire le point sur l'accès humanitaire aux vaccins pandémiques

<https://www.gavi.org/sites/default/files/covid/covax/taking-stock-of-humanitarian-access-to-pandemic-vaccines-dp.pdf>

concernant le tampon humanitaire Covax.

Traitement et diagnostic Covid

Pfizer est poursuivi pour violation de brevet sur le médicament Paxlovid de COVID-19

<https://www.reuters.com/legal/government/pfizer-sued-patent-infringement-over-covid-19-drug-paxlovid-2022-06-21/>

"Le traitement blockbuster COVID-19 de Pfizer Inc, le Paxlovid, viole un brevet d'Enanta Pharmaceuticals Inc pour son médicament COVID encore en développement, selon une action en justice déposée mardi au tribunal fédéral de Boston. La société Enanta, basée à Watertown, dans le Massachusetts, a déclaré au tribunal qu'elle avait reçu le brevet pour son médicament antiviral la semaine dernière, sur la base de demandes datant de juillet 2020. La société a déclaré qu'elle a commencé les essais sur l'homme pour son traitement COVID oral à prise unique quotidienne en février, et que la Food and Drug Administration a accéléré son examen en mars. Enanta a demandé à Pfizer des dommages et intérêts d'un montant non précisé, y compris des redevances. Elle a également déclaré dans un communiqué qu'elle ne demandait pas au tribunal d'empêcher Pfizer de vendre Paxlovid....."

HPW - Comment des scientifiques du Botswana ont découvert Omicron : un regard sur le diagnostic dans les PFR-PRI

<https://healthpolicy-watch.news/how-scientists-in-botswana-discovered-omicron-a-look-at-diagnostics-in-lmics/>

" Le podcast Global Health Matters avec l'animateur Garry Aslanyan. "

".... Garry reçoit deux invités ayant une connaissance approfondie des diagnostics et de leur application dans le monde entier : Sikhulile Moyo, le directeur du laboratoire de recherche du Botswana Harvard AIDS Institute Partnership ; et Bill Rodriguez, le PDG de FIND, l'alliance mondiale pour le diagnostic, et le fondateur de sa propre société de diagnostic, Daktari Diagnostics. "

"...La pandémie de COVID-19 a suscité une nouvelle prise de conscience mondiale de la nécessité de l'accessibilité aux diagnostics afin de protéger les populations. Dans cet épisode, les invités aident Aslanyan à répondre à des questions telles que "quelle est la disponibilité des diagnostics essentiels dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFM) ?" Ils aident également les auditeurs à mieux comprendre l'état des tests de diagnostic dans les PRFM et la manière de parvenir à l'équité dans l'accès aux tests dans tous les pays. "

Analyse Covid

Nature - Comment le COVID a creusé les inégalités - en six graphiques chocs

<https://www.nature.com/immersive/d41586-022-01647-6/index.html>

"Des données troublantes montrent comment la pandémie a prélevé un tribut inégal, poussant des dizaines de millions de personnes dans la pauvreté et ayant les plus grands effets sur des groupes déjà défavorisés. "

Sommet de Kigali sur le paludisme et les maladies tropicales négligées (23 juin)

HPW - Le sommet de Kigali appelle à un renouvellement des investissements pour mettre fin aux maladies tropicales négligées

<https://healthpolicy-watch.news/kigali-summit-calls-for-renewed-investment-to-end-neglected-tropical-diseases/>

"Le Sommet de Kigali a appelé au renouvellement des engagements dans la lutte contre les maladies tropicales négligées (MTN) par l'adoption de la Déclaration de Kigali sur les MTN. Parrainée par le gouvernement rwandais, la Déclaration de Kigali sur les MTN succède à la Déclaration de Londres de 2012, qui était une promesse faite par les gouvernements, les donateurs, les entreprises pharmaceutiques, les instituts de recherche, les ONG et d'autres parties prenantes de collaborer dans leurs efforts pour mettre fin aux MTN. "La nouvelle déclaration de Kigali vise à mobiliser la volonté politique et à obtenir des engagements pour atteindre la cible des objectifs de développement durable relative aux MTN et pour réaliser les objectifs fixés dans la feuille de route sur les maladies tropicales de l'Organisation mondiale de la santé (2021 - 2030). "

"Le sommet, accueilli jeudi par le président rwandais Paul Kagame et co-organisé par le Partenariat RBM pour mettre fin au paludisme et S'unir pour combattre les MTN, s'appuie sur les progrès réalisés au cours des deux dernières décennies, et plus encore depuis la Déclaration de Londres, pour galvaniser les actions visant à mettre fin au paludisme et aux MTN. Le sommet est également un moment crucial pour souligner que les investissements dans la lutte contre le paludisme et les MTN ont un impact beaucoup plus large, et que des investissements accrus renforceront les systèmes de santé et protégeront contre les futures pandémies. En marge du sommet, la société pharmaceutique suisse Novartis a approuvé la nouvelle déclaration et a annoncé un engagement de 250 millions de dollars sur cinq ans dans la lutte contre les MTN...."

Reuters - GSK et Novartis s'engagent à financer des maladies qui touchent principalement les pauvres.

[Reuters](#) ;

"- GSK (GSK.L) et Novartis (NOVN.S) ont renforcé jeudi leurs engagements à lutter contre les maladies tropicales négligées, alors que les dirigeants mondiaux et les experts de la santé se

réunissent au Rwanda pour discuter des moyens de mieux combattre les maladies qui touchent plus d'un milliard de personnes, principalement dans les communautés démunies. L'intention est de stimuler un nouvel effort pour s'attaquer à une vingtaine de maladies qui ont été éradiquées dans le monde développé - allant de la lèpre à la rage - après que le travail dans ces domaines ait été perturbé par le bilan économique de la pandémie. "

"GSK s'est engagé à consacrer 1 milliard de livres (1,23 milliard de dollars) au cours de la prochaine décennie au développement de médicaments et de vaccins pour lutter contre les maladies tropicales négligées (MTN), ainsi que les maladies infectieuses telles que le paludisme, la tuberculose et le VIH, qui touchent de manière disproportionnée les pays à faible revenu. La société londonienne, qui a mis au point le premier vaccin contre le paludisme, a créé et investira dans une unité spécifique de santé mondiale qui ne générera pas de bénéfices pour GSK. "

"..... Le fabricant suisse de médicaments Novartis s'est engagé à dépenser 250 millions de dollars au cours des cinq prochaines années pour développer des interventions visant à lutter contre les MTN et le paludisme. Sur ce montant, 100 millions de dollars ont été affectés à la maladie de Chagas, à la leishmaniose, à la dengue et à la cryptosporidiose. Le reste a été affecté au paludisme, qui a tué plus d'un demi-million de personnes en 2020, principalement des enfants de moins de cinq ans dans les régions les plus pauvres d'Afrique."

".... Par ailleurs, le fabricant américain de médicaments Pfizer a également prolongé son engagement à faire don de Zithromax, un antibiotique contre le trachome, la principale cause de cécité évitable dans le monde, aux pays qui luttent contre cette maladie jusqu'en 2030....."

Devex - Fondation Gates : Il est temps de se regrouper sur le paludisme et les MTN
<https://www.devex.com/news/gates-foundation-time-to-regroup-on-malaria-and-ntds-103479>

"Après le bouleversement des programmes de santé publique causé par la pandémie de COVID-19, il est temps de se regrouper et de se remettre sur les rails pour atteindre les objectifs de réduction du paludisme et des maladies tropicales dites négligées, selon Trevor Mundel, président de la santé mondiale à la Fondation Bill & Melinda Gates. Devex s'est entretenu avec Mundel à l'approche du sommet de Kigali sur le paludisme et les maladies tropicales négligées, qui se tiendra jeudi au Rwanda. "

Avec un état des lieux de la lutte contre le paludisme.

Entre autres : *".... alors qu'il existe une nouvelle génération d'outils, y compris le nouveau vaccin, les médicaments et les moustiquaires imprégnées d'insecticide, ils ont un coût plus élevé que les mesures de contrôle précédentes. "Nous avons besoin de ce financement supplémentaire pour aller dans certains de ces outils transformateurs que nous pourrions initialement avoir à payer un peu plus cher", a-t-il déclaré."*

Quant aux MTN, *"les progrès réalisés dans ce domaine sont au point mort et les financements sont précaires, a déclaré Mundel. Les parties prenantes de la lutte contre les MTN devraient signer jeudi à Kigali une déclaration visant à garantir l'éradication, l'élimination ou le contrôle des maladies d'ici 2030. ... Mundel a déclaré qu'avec cette nouvelle déclaration, les sociétés pharmaceutiques*

réaffirmeront leurs engagements concernant les dons de médicaments et d'autres partenaires s'engageront à fournir ces médicaments pour "finir le travail" sur les objectifs concernant les MTN....."

Santé planétaire

Guardian - Les négociations de l'ONU sur le climat se terminent par une impasse et une allégation d'"hypocrisie".

<https://www.theguardian.com/environment/2022/jun/17/un-climate-talks-stalemate-hypocrisy-allegation-european>

"Les gouvernements européens ont été accusés de chercher à exploiter les réserves de combustibles fossiles du monde en développement, tout en ne les aidant pas à lutter contre la crise climatique. Les militants ont lancé cette accusation alors que le dernier cycle de négociations des Nations unies sur le climat s'est terminé dans l'impasse jeudi soir à Bonn, en Allemagne...."

".... Les financements et l'aide aux pays pauvres pour s'adapter aux impacts de la dégradation du climat font toujours défaut. La conférence de Bonn, connue sous le nom d'intersession des réunions annuelles de la conférence des parties dans le cadre de la CCNUCC, traité parent de l'accord de Paris de 2015, était destinée à servir de pont entre la Cop26 et la Cop27 de cette année à Sharm el-Sheikh, en Égypte....."

- Voir aussi **Alternet** - [Le sommet international sur le climat se solde par un échec "déraisonnable", les pays riches abandonnant les pays pauvres.](#)

"Alors que les délégués internationaux quittaient l'Allemagne vendredi à l'issue de la Conférence de Bonn sur le changement climatique, les militants de la lutte contre le changement climatique ont qualifié les pourparlers, qui ont duré 10 jours ce mois-ci, d'"échec total" pour avoir négligé d'établir des plans visant à aider le Sud de la planète à s'adapter à la crise planétaire - quelques mois après que les pays en développement aient réclamé une aide lors de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique en Écosse. "Il est inadmissible que les pays développés continuent à repousser la question du financement des pertes et des dommages, d'abord à la COP26, puis à Bonn", a déclaré Jeni Miller, directrice exécutive de l'Alliance mondiale pour le climat et la santé....."

Guardian - Montréal accueillera le sommet de la Cop15, dont la tenue a été reportée, afin d'enrayer la perte "alarmante" de la biodiversité mondiale.

<https://www.theguardian.com/environment/2022/jun/21/montreal-to-host-delayed-cop15-summit-to-halt-alarming-global-biodiversity-loss>

"Les experts préviennent que des objectifs ambitieux pour la nature doivent être fixés lors de la réunion de l'ONU, déplacée de la Chine au Canada après deux ans d'attente."

"La date d'un sommet clé de l'ONU sur la nature a finalement été confirmée après plus de deux ans de retard et alors que l'on craint que l'élan pour stopper la perte de biodiversité à travers le monde ne soit perdu. Avant le dernier cycle de négociations à Nairobi cette semaine, la convention des Nations unies sur la diversité biologique a confirmé que la conférence sur la biodiversité de la Cop15 se tiendra désormais à Montréal, au Canada, du 5 au 17 décembre, après qu'il soit apparu que la Chine ne pourrait pas accueillir l'événement à Kunming en raison de la politique de zéro covid du pays. Cette décision intervient après plusieurs reports de la réunion, qui devait avoir lieu en octobre 2020, en raison de la pandémie, et dans un contexte de frustration intense à l'égard de Pékin, qui assure pour la première fois la présidence d'un accord environnemental majeur des Nations unies."

Science (Forum politique) - Renforcer la recherche sur l'adaptation au climat au niveau mondial

<https://www.science.org/doi/10.1126/science.abq0737>

"Il faut davantage d'incitations et de coordination internationales".

"La fenêtre d'opportunité pour une action d'adaptation au climat se referme rapidement en raison du réchauffement et des tendances de développement. Pourtant, les efforts visant à améliorer les politiques d'adaptation, leur mise en œuvre et leur financement ne sont pas envisagés à une échelle adéquate au niveau mondial. L'intensification de ces efforts nécessite un investissement international substantiel qui, selon nous, devrait inclure un soutien à la recherche transdisciplinaire sur l'adaptation afin d'améliorer les fondements scientifiques pour alimenter un engagement politique et un financement plus efficaces pour la mise en œuvre. Nous identifions ici les opportunités associées à trois frontières scientifiques : comprendre le potentiel de réduction efficace des risques climatiques (y compris la compréhension de la maladaptation, du risque résiduel et des limites de l'adaptation) ; évaluer les risques systémiques, en cascade et transfrontaliers ; et suivre les progrès de l'adaptation. "

CHU

The Times - Les arguments en faveur d'un système de santé véritablement universel n'ont jamais été aussi forts

J Kikwete & Helen Clark ; <https://www.thetimes.co.uk/article/c88263e0-f23f-11ec-b7b8-d1bfbe7f1c7e?shareToken=c49e0ee5130c9846537a89350d1b02ca>

".... nous lançons cette semaine une nouvelle Commission sur la santé universelle avec Chatham House...."

"... Alors qu'un conflit majeur fait rage en Ukraine, déclenchant ses propres crises en cascade de réfugiés, de nourriture, d'énergie et de coût de la vie, il est facile de se dire : "Est-ce vraiment le bon moment pour demander aux gouvernements de fortes augmentations du financement public ?" Eh bien, nous disons que les arguments en faveur d'un système de santé véritablement universel où chacun reçoit les services de santé dont il a besoin (y compris les services de santé publique pour prévenir les futures pandémies) n'ont jamais été aussi forts et que c'est le moment idéal...."

Revue internationale de la sécurité sociale - Couverture maladie universelle et protection sociale de la santé : Pertinence politique des réformes du financement du système de santé

Dorjsuren Bayarsaikhan et al ; <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/issr.12295>

"La couverture sanitaire universelle (CSU) et la protection sociale en matière de santé (PSM) sont des axes politiques essentiels qui recoupent toutes les dimensions de l'agenda des Objectifs de développement durable 2030. La compréhension de ces deux concepts, de leurs fondements et de leurs relations permettrait d'améliorer l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de santé afin d'atteindre la CMU et de protéger efficacement la santé des personnes et de sauver des vies et des moyens de subsistance. La pandémie de COVID-19 a permis de tirer des enseignements utiles pour améliorer les activités multisectorielles visant à renforcer et à financer les systèmes de santé et de protection sociale. L'objectif de cet article est de fournir une clarté conceptuelle sur la contribution des cadres mondiaux sur le PSM à l'objectif politique de la CMU. Ce faisant, l'article contribue aux discussions sur le financement de la santé et la sécurité sociale et plaide en faveur d'actions politiques intégrées indispensables au niveau mondial et national. Il aborde les origines des deux concepts et la pertinence du PSM pour le financement des systèmes de santé en vue d'un CHU. Bien que les situations nationales diffèrent, les principaux résultats, en particulier pour les pays à revenu faible et intermédiaire, sont mis en évidence et résumés. "

Plos GPH - Conceptualisation de repères monétaires pour les investissements en santé en vue de la réduction de la pauvreté dans les pays à revenu faible et moyen inférieur

A Chakrabarti et al ;

<https://journals.plos.org/globalpublichealth/article?id=10.1371/journal.pgph.0000487>

" Notre objectif est de conceptualiser des repères monétaires pour les investissements du secteur de la santé orientés vers la réduction de la pauvreté dans les pays à revenu faible et intermédiaire inférieur. Ces repères sont censés indiquer la fourchette approximative des coûts du secteur de la santé encourus pour éviter un seul cas de pauvreté dans les différents pays. Ces conceptualisations pourraient aider à identifier les interventions sanitaires dans lesquelles il vaut la peine d'investir du point de vue de la protection contre les risques financiers et du bien-être social."

Découvrez les résultats.

OMS - Comment mettre les budgets au service de la santé ?

H Barroy et al ; <https://www.who.int/publications/i/item/9789240049666>

" Un guide pratique pour la conception, la gestion et le suivi des budgets de programmes dans le secteur de la santé. "

"Les réformes de la formulation du budget qui permettent de passer à une budgétisation basée sur les programmes peuvent être bénéfiques pour les dépenses de santé. Ces réformes peuvent favoriser un meilleur alignement sur les priorités du secteur de la santé, offrir une plus grande souplesse dans l'utilisation des fonds et améliorer la transparence et la responsabilité à l'égard des résultats. Ces

changements peuvent, à leur tour, soutenir les progrès vers la couverture sanitaire universelle en utilisant les recettes du budget général de manière flexible pour acheter des services de santé. Cependant, les preuves de la mise en œuvre dans les pays montrent que cette transformation ne se fait pas automatiquement. L'objectif principal de ce guide est de fournir aux principaux acteurs de la santé une meilleure compréhension de la conception, de la mise en œuvre et du suivi des budgets basés sur des programmes dans le secteur de la santé dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFM). Cet ouvrage est le fruit d'une collaboration enrichissante entre le département Gouvernance et financement des systèmes de santé de l'OMS et des collègues régionaux et nationaux, des experts indépendants, ainsi que l'OCDE, le Groupe de la Banque mondiale et le Partenariat international pour le budget, qui ont tous largement contribué à l'élaboration de l'ouvrage. "

La santé des enfants

HPW - Gavi lance une initiative de 100 millions de dollars pour atteindre les enfants non vaccinés

<https://healthpolicy-watch.news/gavi-initiative-zero-dose-children/>

"Une nouvelle initiative de 100 millions de dollars visant à identifier et à atteindre les enfants n'ayant reçu aucune dose de vaccin - ceux qui n'ont pas reçu une seule injection de routine - a été lancée aujourd'hui par Gavi, l'Alliance du Vaccin, en partenariat avec l'International Rescue Committee (IRC) et World Vision (WV). "

"Le programme de vaccination zéro-dose (ZIP) sera dirigé par l'International Rescue Committee dans la Corne de l'Afrique, et World Vision dans les régions du Sahel respectivement, pour atteindre 11 pays. En 2020, plus de quatre millions d'enfants bénéficiant de la vaccination zéro dose vivront dans ces pays ciblés. L'Equity Accelerator Fund de Gavi a pour objectif de réduire le fardeau de la dose zéro dans les pays à faible revenu en investissant dans des initiatives ciblées. Alors que 100 millions de dollars seront fournis à ZIP, les 400 millions de dollars restants iront directement aux pays soutenus par Gavi pour identifier où se trouvent les enfants à dose zéro et pour les atteindre durablement avec une gamme complète de vaccins."

- Voir également le communiqué de presse de GAVI : [Gavi lance un nouveau partenariat pour atteindre les enfants "zéro-dose" dans les communautés marginalisées](#)

PS : "...Au moins 12,4 millions d'enfants dans le monde sont classés dans la catégorie "zéro dose", vivant dans des communautés manquées qui ne peuvent accéder à de nombreux services essentiels, y compris les soins de santé..."

Save the Children (rapport) - Weapon of War : Sexual violence against children in conflict (en anglais)

<https://resourcecentre.savethechildren.net/document/weapon-war-sexual-violence-against-children-conflict/>

A été publié à l'approche de la Journée internationale pour l'élimination de la violence sexuelle dans les conflits (19 juin).

"Dans le monde, 426 millions d'enfants vivent aujourd'hui dans des zones de conflit. Nous estimons qu'un nombre stupéfiant de 72 millions d'entre eux, soit un sur six, vivent à 50 kilomètres ou plus près de conflits où des groupes ou des forces armées ont perpétré des violences sexuelles contre des enfants au cours de l'année écoulée. Ce rapport présente la toute première analyse quantitative du risque de violence sexuelle contre les enfants dans les conflits pour la période 1990-2019..... Notre analyse montre que le nombre d'enfants exposés au risque de violences sexuelles commises par des acteurs du conflit est dix fois plus élevé aujourd'hui qu'en 1990. Le nombre d'enfants à risque fluctue d'une année à l'autre, mais la tendance à la hausse est très nette. Ces dernières années, nous constatons également qu'une part plus importante des acteurs armés qui commettent des violences sexuelles dans le cadre d'un conflit s'en prennent également aux enfants. Les pays où la proportion d'enfants vivant dans des zones de conflit et faisant l'objet de rapports faisant état de violences sexuelles perpétrées par des acteurs du conflit à l'encontre d'enfants est la plus élevée sont la Colombie (avec 24 % de tous les enfants du pays confrontés à ce risque), l'Irak (avec 49 % de tous les enfants à risque), la Somalie (56 %), le Sud-Soudan (19 %), la Syrie (48 %) et le Yémen (83 %)..... "

Accès aux médicaments

Stat - Les chercheurs européens souhaitent participer davantage au développement des médicaments afin d'en améliorer l'accès.

<https://www.statnews.com/2022/06/21/european-researchers-seek-greater-stake-in-drug-development-in-bid-to-improve-access/>

(gated) "Alors que le prix des nouveaux médicaments pèse sur les payeurs de santé en Europe, les universités cherchent à s'impliquer davantage dans la manière dont leurs recherches sont utilisées et tentent d'imposer des conditions à l'utilisation de la propriété intellectuelle afin de garantir l'accès au produit final et son caractère abordable. Mais les universités et les autres défenseurs de la cause apprennent qu'il n'est pas facile d'y parvenir. À l'avant-garde de ce mouvement se trouvent des groupes tels que Universities Allied for Essential Medicines"

".... un nombre croissant d'universitaires et de militants européens espèrent changer ce paradigme en essayant de négocier un plus grand contrôle dans leurs accords de licence avec les entreprises pharmaceutiques.

Comme le rapporte

Jessica Davis Plüss pour STAT, ils sont confrontés à d'importants obstacles : Les universités européennes veulent de plus en plus des accords de licence qui leur permettent de financer leurs opérations, les bureaux de transfert de technologie des universités sont souvent composés de professionnels traditionnels de la biotechnologie et du développement commercial, et souvent la technologie sous licence est simplement trop précoce pour savoir si elle aura un jour une valeur..... "".

Décoloniser la santé mondiale

Harvard Public Health - Comment COVID-19 a changé la R&D africaine

<https://harvardpublichealth.org/how-covid-19-changed-african-rd/>

"Les scientifiques africains ont innové pendant la pandémie. D'autres avancées sont à venir."

Quelques extraits :

"Sam-Agudu, qui est originaire du Ghana, soupçonne que les restrictions de voyage et l'urgence sanitaire mondiale ont conduit à ce que moins de chercheurs des pays à haut revenu travaillent en Afrique - un vide comblé par les scientifiques africains qui ont trouvé une "liberté créative" sans pareille pour mener leurs propres études pendant le COVID. "Ces facteurs ont peut-être contribué de manière fortuite à ce que les chercheurs africains affirment davantage leur leadership local", explique-t-elle. "

".... Une autre aubaine de la pandémie est un énorme afflux de soutien à la biotechnologie africaine, en particulier à la fabrication de vaccins, en réponse aux problèmes que le continent a rencontrés pour s'approvisionner en vaccins COVID et autres équipements médicaux. "Le montant du financement de la capacité biotechnologique en Afrique du Sud au cours de l'année dernière a été supérieur à celui des dix années précédentes combinées", déclare Petro Terblanche, directeur général de la société sud-africaine de produits biologiques et de produits de santé. Afrigenune société sud-africaine de produits biologiques et de vaccins. Et ce n'est pas seulement l'Afrique du Sud qui en a bénéficié, dit-elle, citant 11 initiatives de transfert de technologie qui apportent des technologies de vaccins en Afrique. "

"... La pandémie a également amélioré l'accès au financement des investissements techniques en matière de santé dans les pays en développement, explique Sarah Sceery de Build Health International, une organisation à but non lucratif basée dans le Massachusetts qui développe des infrastructures de soins de santé en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes. L'organisation remet actuellement en état 30 usines de production d'oxygène non fonctionnelles, la plupart en Afrique, afin de fournir l'oxygène médical qui faisait défaut au début de la pandémie. Il est "essentiel" d'augmenter les budgets consacrés aux infrastructures médicales, affirme M. Sceery. La manne d'investissements du COVID en Afrique durera-t-elle ?"

Plos GPH - Remettre en question le "old boys club" dans le monde universitaire : Représentation sexospécifique et géographique dans les comités de rédaction des revues publient en sciences de l'environnement et en santé publique

S Dada et el ;

<https://journals.plos.org/globalpublichealth/article?id=10.1371/journal.pgph.0000541>

"À la lumière des crises environnementales mondiales et de la nécessité d'un développement durable, les domaines de la santé publique et des sciences de l'environnement sont devenus de plus en plus interdépendants..... Des recherches antérieures ont démontré un manque de diversité dans la représentation géographique et de genre des rédacteurs en chef dans les disciplines scientifiques. Cette étude visait à explorer la diversité des comités de rédaction des revues publient dans le domaine des sciences de l'environnement et de la santé publique. "

Parmi les résultats : ".... Aucun des rédacteurs en chef et seulement 27 rédacteurs au total étaient des femmes basées dans des pays à faible revenu. "

Conclusion : " *Grâce à l'examen des comités de rédaction des revues, cette étude expose le manque flagrant de diversité dans les comités de rédaction des sciences de l'environnement et de la santé publique, explore les dynamiques de pouvoir qui affectent la création et la diffusion des connaissances, et propose des actions concrètes pour remédier à ces inégalités structurelles afin d'informer une création de connaissances plus équitable, plus juste et plus impactante.* "

Les racines pourries du FMI et de la Banque mondiale

J Martin et al ; <https://www.cadtm.org/The-Rotten-Roots-of-the-IMF-and-the-World-Bank>

"*Une conversation avec Jamie Martin sur les origines impériales de la gouvernance économique mondiale, l'imagination d'une alternative à ces institutions, et son nouveau livre, The Meddlers.* "

.... dans son nouveau livre, *The Meddlers : Sovereignty, Empire, and the Birth of Global Governance*, Jamie Martin remet en question ce récit standard. M. Martin, qui sera bientôt professeur adjoint d'histoire et d'études sociales à l'université de Harvard, affirme que si nous voulons vraiment comprendre les conséquences désastreuses de l'ingérence du FMI et de la Banque mondiale dans les politiques intérieures d'États souverains, il est nécessaire de comprendre les premières institutions internationales de gouvernance économique, telles que la Société des Nations et la Banque des règlements internationaux, qui ont vu le jour au lendemain de la Première Guerre mondiale. Ces institutions ont donné aux fonctionnaires, aux banquiers et aux autorités coloniales d'Europe et des États-Unis le pouvoir extraordinaire d'imposer l'austérité, de superviser les programmes de développement et de réguler les prix des produits de base. Nombre d'entre eux avaient des préférences civilisationnelles, paternalistes et de suprématie blanche, qu'ils utilisaient pour justifier leur ingérence dans les économies d'autres États. Selon Martin, ces institutions ont en fait reconditionné lesth pratiques de l'impérialisme financier du XIXe siècle sous une forme nouvelle et plus aseptisée, compte tenu du déclin des empires européens et de la montée des revendications d'autodétermination. En faisant cette analyse, Martin offre une perspective alternative sur la crise de la gouvernance économique mondiale actuelle, en montrant comment les pouvoirs interventionnistes du FMI et de la Banque mondiale ont toujours été enracinés dans l'empire et le colonialisme. J'ai discuté avec Martin de sa réflexion sur la relation entre l'empire et la gouvernance économique mondiale contemporaine, des raisons pour lesquelles le système de Bretton Woods est mal interprété, de sa définition du néolibéralisme et de ce qu'il considère comme une alternative économique attrayante pour les "ingérants"."

Et quelques liens :

- Nature Correspondence - [Appel à la décolonisation du GIEC - les décideurs doivent écouter](#)

"...Le colonialisme est aussi fréquemment intégré dans les projets actuels d'atténuation du changement climatique...."

- Guardian - [Le racisme dans le secteur de l'aide est une séquelle du colonialisme, selon un rapport cinglant de députés \[britanniques\].](#)

"Selon la commission du développement international, les postes à responsabilité sont toujours dominés par les Blancs, tandis que les appels décrivent les pays comme inférieurs au Royaume-Uni."

VIH/SIDA

ONUSIDA - Le rapport de performance montre comment le Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida a contribué à sauver des vies.

https://www.unaids.org/en/resources/presscentre/pressreleaseandstatementarchive/2022/june/20220618_Performance_Monitoring_PPF

*"Le **rapport de performance de l'ONUSIDA de cette année** montre comment le Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida a contribué de manière critique à des domaines clés de la riposte mondiale au VIH et à sauver des vies, même face aux graves défis et perturbations causés par la pandémie de COVID-19 et aux déficits financiers qui ont eu un impact sur la riposte mondiale au VIH et l'ONUSIDA. Le rapport souligne les progrès réalisés, dans les 6 régions couvertes par le Programme commun dans 8 domaines de résultats stratégiques et 5 fonctions, pour assurer un soutien efficace et bien coordonné aux pays et aux communautés, la mobilisation des ressources, les partenariats stratégiques, l'information stratégique, et une gouvernance et une responsabilisation efficaces....."*

Série Lancet HIV - Alignement des services de santé mentale et de VIH

<https://www.thelancet.com/series/mental-health-and-HIV>

"Le VIH et la mauvaise santé mentale sont des affections syndromiques : une mauvaise santé mentale peut contribuer au risque de VIH et affecter les résultats des soins du VIH ; et le fait de vivre avec le VIH ou le risque de VIH peut contribuer à une mauvaise santé mentale. Pour certaines populations particulièrement exposées au VIH et ayant des besoins spécifiques en matière de santé mentale, il est possible d'aligner les services et de maximiser les résultats positifs des contacts de soins. Dans cette série unique d'articles publiés dans trois revues du Lancet, les articles abordent la syndémie du VIH et de la mauvaise santé mentale et résument les possibilités de soins intégrés pour trois populations clés : les adolescents, les toxicomanes et les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes. "

Science - Un médicament de prévention du VIH à longue durée d'action est trop lent à atteindre l'Afrique, selon les militants

A Green ; <https://www.science.org/content/article/hiv-prevention-drugs-too-slow-reach-africa-activists-say>

"Un antiviral injectable [CAB-LA] a été testé dans sept pays africains. Mais on ne sait pas quand ils pourront y avoir accès."

".... Mais même si un essai réalisé en Ouganda et dans six autres pays d'Afrique subsaharienne a fourni des données essentielles pour l'approbation de la FDA, l'Afrique, qui reste la partie du monde la plus durement touchée par le VIH, risque de devoir attendre longtemps avant de pouvoir obtenir le médicament à un prix abordable. **Le 27 mai, le développeur du CAB-LA, Viiv Healthcare, s'est officiellement engagé à accorder une licence volontaire pour le médicament, une forme injectable de prophylaxie pré-exposition (PrEP), à la Communauté de brevets sur les médicaments (MPP) basée à Genève.** Si les deux parties parviennent à un accord, le MPP pourrait négocier des accords avec des fabricants de médicaments génériques afin de produire des versions bon marché du CAB-LA pour les pays à revenu faible ou intermédiaire. Mais il faudra peut-être des années avant que ces génériques soient disponibles, et les militants accusent Viiv de traîner les pieds, ce que la société nie. Le militant zambien contre le VIH, Kenly Sikwese, qui coordonne le Conseil consultatif de la communauté africaine, affirme que l'accès équitable en Afrique subsaharienne aurait dû être garanti avant que des personnes de la région ne soient recrutées pour des essais cliniques...."

Quelques autres nouvelles de la semaine

Devex - Les meilleurs et les pires pays pour garantir le droit à la santé

<https://www.devex.com/news/the-best-and-worst-countries-for-ensuring-the-right-to-health-103485>

"Le Burundi a le plus faible revenu par habitant de tous les pays mesurés par la Banque mondiale. Mais selon un outil de suivi des droits, il fait de son mieux pour répondre aux besoins de santé de sa population. **Le Burundi a obtenu un score de 100 % pour ce qui est de garantir le droit à la santé de sa population dans la dernière mise à jour de l'initiative de mesure des droits de l'homme**, lancée mercredi. Il est le seul pays sur 144 à obtenir ce score parfait, malgré un revenu par habitant parmi les plus faibles au monde. Son revenu par habitant en 2020 était de 731 dollars, mesuré en dollars de 2017 avec des ajustements pour l'inflation et le pouvoir d'achat. Mais cela ne signifie pas que tous les habitants du pays bénéficient de ce droit, selon les experts à l'origine de l'initiative. "C'est le meilleur que nous ayons vu à ce niveau de revenu par habitant sur le droit à la santé historiquement au cours des 25 dernières années. ... Cela signifie-t-il que tout le monde dans le pays jouit de ce droit ? Absolument pas", a déclaré Susan Randolph, cofondatrice de l'initiative et codirectrice du programme de recherche sur les droits économiques et sociaux à l'Institut des droits de l'homme de l'université du Connecticut. **Ce [score] vous indique simplement qu'avec les ressources dont il dispose, le pays fait aussi bien que l'on pourrait s'y attendre.** ... Mais ses ressources sont si mauvaises que beaucoup de gens, des tonnes de gens, ne jouissent pas de ce droit", a-t-elle déclaré à Devex....."

UN News - L'ONU réfléchit à la manière de renforcer la fourniture de l'aide dans un contexte de "mégacrisées".

<https://news.un.org/en/story/2022/06/1120952>

"**La coopération mondiale est essentielle pour faire face à l'augmentation des souffrances dues aux conflits, aux perturbations climatiques, à la faim, à l'augmentation du coût de la vie et à la pandémie de COVID-19.** C'est ce qu'ont déclaré mardi de hauts responsables de l'ONU lors d'une réunion organisée par le Conseil économique et social (ECOSOC) pour renforcer la fourniture de

l'aide humanitaire. Le segment Affaires humanitaires (HAS) de l'ECOSOC, d'une durée de trois jours, rassemble des agences des Nations unies, des diplomates, des travailleurs humanitaires, le secteur privé et d'autres partenaires, afin de discuter des défis actuels et émergents, ainsi que des priorités, et de partager les expériences et les leçons apprises."

".... Le chef des affaires humanitaires de l'ONU, Martin Griffiths, a averti que les "mégacrisis mondiales" actuelles se développent à une vitesse et à une échelle qui menacent de réduire à néant des décennies de progrès durement acquis en matière de développement, de gouvernance et de protection sociale. Plus de 300 millions de personnes à travers la planète ont besoin d'une aide humanitaire, un chiffre qui n'a jamais été aussi élevé, tandis que le nombre de personnes déplacées et de réfugiés a dépassé les 100 millions, un autre "marqueur historique". Collectivement, les appels humanitaires de l'ONU s'élèvent cette année à 46 milliards de dollars. "Nous recevons habituellement un peu plus de la moitié de cette somme", a-t-il déclaré."

Economist - Le malheur monte en flèche dans le monde, déplore Jon Clifton.

<https://www.economist.com/by-invitation/2022/06/17/unhappiness-is-soaring-around-the-world-laments-jon-clifton>

"Le directeur de Gallup dit que le problème a commencé bien avant la pandémie."

".... Chaque année, Gallup interroge environ 150 000 personnes dans plus de 140 pays sur les émotions qu'elles ressentent."

"... Beaucoup de choses peuvent rendre les gens malheureux, mais la montée du malheur dans le monde a cinq causes principales selon les recherches de Gallup : la pauvreté, les communautés brisées, la faim, la solitude et la rareté du bon travail....."

"... Les responsables politiques doivent réagir à une misère record. Ils ne peuvent pas prétendre que le problème ne concerne que les deux dernières années et que la fin des lockdowns de covid-19 va le régler. Si les responsables politiques veulent enrayer le malheur dans le monde, ils peuvent commencer par surveiller systématiquement ce que ressentent les gens. Davantage de gouvernements devraient publier des mesures régulières du contentement national, tout comme ils publient aujourd'hui les chiffres du PIB, de la mortalité et du chômage."

Economist - Alphabet dépense des milliards pour devenir une force dans le domaine des soins de santé

<https://www.economist.com/business/2022/06/20/alphabet-is-spending-billions-to-become-a-force-in-health-care>

"En 2021, les cinq géants américains de la technologie ont dépensé collectivement plus de 3 milliards de dollars dans des paris spéculatifs sur les soins de santé (voir graphique) - et ont peut-être investi davantage dans des opérations non divulguées. Certains de leurs investissements antérieurs dans le domaine de la santé commencent à porter leurs fruits. Pourtant, c'est Alphabet, la société mère de Google, dont les ambitions dans le domaine de la santé semblent être les plus ambitieuses. Entre 2019 et 2021, les branches de capital-risque d'Alphabet, Google Ventures et Gradient Ventures, et son unité de capital-investissement, CapitalG, ont réalisé une

centaine d'opérations, soit un quart du total combiné d'Alphabet, dans les sciences de la vie et les soins de santé. Depuis le début de l'année, Alphabet a injecté 1,7 milliard de dollars dans des idées de santé futuristes, selon le fournisseur de données cb Insights, laissant sur le carreau les autres géants de la technologie, qui ont dépensé environ 100 millions de dollars au total. "

" Aujourd'hui, les aventures d'Alphabet dans le domaine de la santé peuvent être divisées en quatre grandes catégories. Il s'agit, dans un ordre approximatif d'ambition, des wearables, des dossiers médicaux, de l'intelligence artificielle (ai) liée à la santé et du défi ultime consistant à prolonger la longévité humaine....."

Quelques papiers et rapports de la semaine

Livre - Health Taxes : Politique et pratique

*"L'ouvrage **Health Taxes : Policy and Practice** a pour objectif d'énumérer les principales taxes sanitaires d'intérêt, d'explorer leurs effets positifs et négatifs, et la manière dont ces effets sont influencés par la conception de ces taxes et le contexte dans lequel elles sont appliquées. Nous nous demandons comment et où elles peuvent être mises en œuvre. D'un point de vue critique, l'ouvrage présente les raisons pour lesquelles les responsables politiques des différents gouvernements devraient s'intéresser aux taxes sur la santé. **Health Taxes : Policy and Practice** a été rédigé par le Centre for Health Economics & Policy Innovation (CHEPI) de l'Impériale et l'Organisation mondiale de la santé (OMS)"*

Lancé aujourd'hui (vendredi). Voir **OMS**

WB (livre) Revisiter le ciblage de l'aide sociale : un nouveau regard sur de vieux dilemmes

G Margaret et al ; <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/37228>

*"Le **ciblage** est une politique couramment utilisée, mais très débattue, dans la pratique de l'aide sociale mondiale. Cet ouvrage examine les dilemmes bien connus à la lumière de l'expérience croissante, des nouvelles capacités de mise en œuvre et de la possibilité de mettre à profit les nouvelles données et la science des données."*

HP&P - Quels sont les outils disponibles pour ce travail ? Instruments de coordination au niveau du gouvernement central de l'Ouganda et leurs implications pour l'action multisectorielle en matière de santé

A Ssennyonjo, B Criel et al ; <https://academic.oup.com/heapol/advance-article-abstract/doi/10.1093/heapol/czac047/6609564?redirectedFrom=fulltext>

".... Cette recherche explore la nature des instruments de coordination pour l'AMS au niveau national en Ouganda et les complexités de la façon dont ces outils jouent dans la mise en œuvre....."

Politiques et systèmes de recherche en santé - Stratégies d'adaptation et de mise en œuvre des lignes directrices et des recommandations du système de santé : examen de la portée des travaux

S Breneol et al ; <https://health-policy-systems.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12961-022-00865-8>

"Les lignes directrices pour les systèmes de santé fondées sur des données probantes sont des outils essentiels pour aider à définir les composantes financières, politiques et de service importantes recommandées pour parvenir à un système de santé durable et résilient. Cependant, toutes les directives ne sont pas facilement transposables dans la pratique et/ou la politique sans des techniques de mise en œuvre et d'adaptation efficaces et adaptées. Cette revue de cadrage a cartographié les preuves liées à l'adaptation et à la mise en œuvre des directives du système de santé dans les pays à revenu faible ou intermédiaire....."

SS&M - Faire plus avec moins - Comment les innovations frugales peuvent contribuer à l'amélioration des systèmes de santé

S Sarkar et al ; <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0277953622004336>

".... L'innovation frugale, en tant que moyen de produire des produits efficaces et abordables en utilisant moins de ressources pour atteindre les clients mal desservis, a reçu une attention croissante dans la littérature des sciences sociales. Bien que l'innovation frugale soit généralement associée aux économies émergentes, les prestataires de soins de santé des pays développés s'intéressent de plus en plus à la recherche et à l'application de solutions efficaces et moins coûteuses. Néanmoins, les connaissances sur l'innovation frugale et son rôle dans les soins de santé sont dispersées dans différentes publications, ce qui empêche les chercheurs et les praticiens d'avoir accès à une image plus complète et intégrée du phénomène. Dans cette étude, en synthétisant les connaissances existantes, nous nous attaquons à la fragmentation du phénomène. Nous expliquons qui sont les acteurs, ce qui est fait, comment ces innovations sont développées et quels sont les résultats, en fournissant un cadre qui définit les mécanismes sous-jacents de l'innovation frugale dans les soins de santé (IFS). La théorie médiane que nous développons, fournit un cadre conceptuel aux chercheurs pour entreprendre des observations empiriques et des modèles pour guider les pratiques managériales....".

Health Systems & Reform (numéro spécial) - Progresser dans l'achat stratégique de services de santé en Afrique

<https://www.tandfonline.com/toc/khsr20/8/2>

Cette semaine, l'article [Public Financial Management as an Enabler for Health Financing Reform : Evidence from Free Health Care Policies Implemented in Burkina Faso, Burundi, and Niger](#) (by H Barroy et al) a été ajouté.

Nature Sustainability - Preuves scientifiques de l'impact politique des objectifs de développement durable

F Biermann et al ; <https://www.nature.com/articles/s41893-022-00909-5>

"En 2015, les Nations unies ont convenu de 17 ODD, qui constituent le cadre normatif central du développement durable dans le monde. L'efficacité de la gouvernance par des objectifs mondiaux aussi larges reste cependant incertaine, et nous manquons de méta-études complètes qui évaluent l'impact politique des objectifs dans les pays et à l'échelle mondiale. Nous présentons ici des données condensées issues d'une analyse de plus de 3 000 études scientifiques sur les objectifs de développement durable publiées entre 2016 et avril 2021. Nos résultats suggèrent que les objectifs ont eu un certain impact politique sur les institutions et les politiques, de la gouvernance locale à la gouvernance mondiale. Cet impact a été largement discursif, affectant la manière dont les acteurs comprennent et communiquent sur le développement durable. Un impact normatif et institutionnel plus profond, allant de l'action législative à la modification de l'allocation des ressources, reste rare. Nous concluons que les preuves scientifiques ne suggèrent qu'un impact politique transformateur limité des objectifs de développement durable jusqu'à présent. "

Voir aussi la Conversation - Les [objectifs de développement durable de l'ONU n'ont pas un impact significatif, selon nos recherches.](#)

Plos GPH - Il est temps d'établir une nouvelle feuille de route mondiale pour la mise en pratique des données probantes.

T Kuchenmüller, S Swaminathan et al ;

<https://journals.plos.org/globalpublichealth/article?id=10.1371/journal.pgph.0000677>

".... Afin d'évaluer les différentes réponses institutionnelles en termes de lien entre données probantes, politiques et société et de tirer des enseignements sur la manière de mettre en place des mécanismes de prise de décision fondés sur des données probantes, agiles et réactifs, centrés sur l'équité, l'OMS a convoqué son premier Sommet mondial sur les données probantes et les politiques à la fin de 2021. Ce sommet, organisé par l'unité " Evidence to Policy " nouvellement créée au siège de l'OMS, en collaboration avec les équipes correspondantes des bureaux régionaux de l'OMS, a rassemblé plus de 2 500 décideurs, courtiers du savoir, acteurs de la santé, représentants de la société civile et chercheurs du monde entier..... " "..... Le sommet a débouché sur le lancement de l'appel à l'action d'EVIPNet, élaboré au moyen de processus itératifs et participatifs avec les membres d'EVIPNet, et sur l'annonce d'une nouvelle coalition de partenaires pour des systèmes durables de mise en relation des données probantes avec les politiques et la société. L'appel, aligné sur les Conventions Cochrane et la Commission mondiale sur les données probantes pour relever les défis sociétaux, exhorte les gouvernements, les organisations intergouvernementales telles que les agences des Nations Unies, les institutions financières internationales et d'autres parties prenantes clés à unir leurs forces et à s'engager à prendre 16 mesures concrètes pour une meilleure prise de décision fondée sur les données probantes et centrée sur l'équité. "Avec quatre sections stratégiques.

Les tweets de la semaine

Anna Marriott

"Ma première réunion ministérielle de l'OMC. Des niveaux d'inégalité extraordinaires. Un nombre restreint de pays peuvent examiner et peaufiner le texte pendant des jours avec des équipes énormes en soutien. Beaucoup d'autres ne voient le texte qu'aux premières heures de ce matin, peut-être pendant une heure au mieux + une pression énorme pour obtenir le feu vert."

Mona Paulsen

"Il est intéressant de voir le DG de l'OMC adresser des remerciements spéciaux sur Twitter aux États-Unis, à l'Union européenne/aux États-Unis et à la Chine. Le plan consiste peut-être à remercier tous les membres. Mais, pour l'instant, ce sont ces trois-là. "

Priti Krishtel

"En faveur d'une véritable dérogation : 100+ pays membres de l'OMC (la grande majorité) 100+ lauréats du prix Nobel 70+ anciens dirigeants mondiaux Le directeur général de l'OMS Le pape Plaidoyer pour un accès équitable aux médicaments Contre : Les fabricants de médicaments, leurs lobbyistes et les pays les plus riches".

Carlo Martuscelli

"La présidente du comité COVID @kvanbrempt a de grandes ambitions. Selon un document vu par POLITICO, elle vise à faire venir devant le panel les PDG de BioNTech, Pfizer, Moderna, CureVac, AstraZeneca et GSK. Également sur sa liste : les directeurs de l'OMS et de l'OMC. "

Gouvernance mondiale de la santé

Devex - Pas si ensemble

<https://www.devex.com/news/devex-newswire-what-gates-conspiracies-can-tell-us-about-public-trust-103482>

"La France a été félicitée l'année dernière pour sa nouvelle loi sur le développement, en vertu de laquelle elle doit "s'efforcer d'atteindre" une dépense de 0,7 % du revenu national brut en aide publique au développement d'ici 2025. Mais le montant qu'elle dépensera avant 2025 est toujours soumis à un vote à l'Assemblée nationale - un organe qui semble très différent après les élections législatives de dimanche. "

*"... Maé Kurkjian, responsable principale des politiques et du plaidoyer à ONE France, a déclaré lundi à Devex que cette élection pourrait **tout changer en ce qui concerne la politique de développement française**. "Pour faire court : tous les progrès réalisés dans la loi devront [être] à nouveau approuvés par les nouveaux [membres du Parlement] pour s'assurer qu'ils obtiennent une adhésion adéquate." Elle a noté que la loi actuelle "doit être complétée par la trajectoire financière des dépenses de base de l'APD" avant la fin de 2022, et que **le président de la commission des finances sera probablement issu d'un parti de gauche, qui soutient traditionnellement des dépenses de développement "ambitieuses".**"*

Devex - Des appels de plus en plus forts pour que l'aide américaine soit repensée dans la région Indo-Pacifique

<https://www.devex.com/news/calls-grow-louder-for-us-aid-rethink-in-indo-pacific-103503>

"Deux législateurs américains ont présenté mercredi un projet de loi visant à transférer davantage de fonds de l'aide étrangère américaine vers la région indo-pacifique en réponse à ce que l'un d'eux décrit comme "la tentative d'hégémonie de la Chine" dans la région...."

"... La législation reflète l'inquiétude croissante que les efforts de développement actuels de l'Amérique perdent dans une bataille pour l'influence dans une région qui abrite près de 60 % de la population mondiale mais qui ne représente que 11 % de la demande de budget pour l'année fiscale 2023 du président américain Joe Biden pour l'aide étrangère des États-Unis...."

ODI (rapport) - Le Grand Bargain en 2021 : un examen indépendant

<https://odi.org/en/publications/the-grand-bargain-in-2021-an-independent-review/>

"Le Grand Bargain a été convenu pour la première fois en mai 2016, réunissant les représentants de 19 pays donateurs et de 16 organisations d'aide internationale des Nations unies, des organisations non gouvernementales internationales et du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, dans le but de réaliser une action humanitaire plus efficiente et efficace. Cinq ans plus tard, l'année 2021 a été marquée par un changement stratégique, puisque le Grand Bargain et ses signataires ont adopté une série d'objectifs plus restreints et des ajustements connexes des structures et des méthodes de travail. "

" L'examen annuel indépendant de cette année analyse les progrès réalisés et les défis rencontrés par les signataires vis-à-vis des engagements au cours de l'année 2021. Ceux-ci sont résumés dans l'infographie ci-dessous..... "

Et un lien :

Devex - [Le projet de budget de la Chambre des représentants des États-Unis prévoit une augmentation de 15 % pour les affaires étrangères](#)

CHU

Action mondiale pour la santé - Le fardeau croissant de la dette dans les pays à revenu faible et intermédiaire pendant la période COVID-19 pourrait entraver le financement de la santé

F Fedderspiel et al ; <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/16549716.2022.2072461?src=>

" Le poids de la dette ne cesse de croître dans les PRFM, aggravé par la récession économique COVID-19, menaçant d'évincer les dépenses de santé essentielles. En 2019, 54 PRFM ont dépensé plus pour le service de leur dette envers les créanciers étrangers que pour le financement de leurs services de santé. Si les prêts au développement peuvent avoir des effets positifs sur la santé de la population, les exigences du service de la dette qui en découlent peuvent avoir des effets néfastes sur la santé en raison de l'espace budgétaire restreint pour les dépenses de santé du gouvernement. Cependant, les données existantes sont insuffisantes pour comprendre si, et si oui, comment et dans quelles circonstances, la dette peut limiter les dépenses de santé des gouvernements. Nous appelons

à davantage de recherches sur les impacts de la dette sur le financement de la santé et demandons aux créanciers et aux emprunteurs d'examiner attentivement les impacts potentiels des prêts sur la capacité des pays emprunteurs à financer leurs services de santé. "

UHC 2030 - Le programme d'apprentissage commun - Donner à la société civile et aux communautés la possibilité de s'exprimer sur les dépenses publiques de santé

<https://www.uhc2030.org/blog-news-events/uhc2030-news/empowering-civil-society-and-communities-to-have-a-say-on-public-spending-on-health-555647/>

"Les organisations de la société civile (OSC) jouent un rôle essentiel dans la construction d'un mouvement fort, axé sur l'équité et dirigé par les populations, en faveur de la couverture sanitaire universelle (CSU). Bien que l'engagement de la société civile dans le plaidoyer et la responsabilisation en matière de financement de la santé ait augmenté au fil des ans, la société civile et les communautés n'ont toujours pas la possibilité de participer à la planification, à l'examen des progrès ou à la mise en œuvre de la couverture sanitaire universelle sous la direction du gouvernement. Dans le même temps, la pandémie de COVID-19 a exacerbé les problèmes au niveau mondial et national, en détournant les ressources des principaux programmes de santé, en mettant en péril les progrès durement acquis dans le domaine des maladies transmissibles spécifiques et des services de santé de base, et en mettant à rude épreuve des systèmes de santé déjà fragiles. Il est donc devenu plus important que jamais que les organisations de la société civile ancrées dans les communautés locales s'impliquent dans le processus de planification et influencent les priorités de dépenses nationales pour les services de santé afin de répondre aux besoins des populations."

".... Pour relever ces défis et renforcer la compréhension et la connaissance des concepts clés du financement de la santé, le Global Financing Facility (GFF), le Fonds mondial, le Partnership for Maternal, Newborn & Child Health (PMNCH), Gavi et UHC2030 collaborent avec les partenaires régionaux Impact Santé Afrique et WACI Health pour élaborer et mettre en œuvre le Joint Learning Agenda on Health Financing and Universal Health Coverage....."

Santé publique mondiale - Transferts conditionnels en espèces pour améliorer les résultats en matière de santé : une étude de portée mondiale

S Rezaei et al ; <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/17441692.2022.2092186>

"Cette revue de cadrage évalue l'utilisation des interventions de transfert conditionnel d'argent (TCE) - distribution directe d'argent à des individus sous condition de leur respect de certaines exigences - dans des essais contrôlés randomisés, des études quasi-expérimentales et de grands essais randomisés communautaires avec des résultats axés sur la santé....."

".... Bien que les CCT restent controversés, une base de données probantes de plus en plus importante émerge quant à leur impact potentiel sur des conditions de santé spécifiques. "

Conflit et santé - Qualité des soins de santé primaires dans les situations de conflit et de fragilité : une analyse infranationale des disparités à l'aide d'enquêtes sur la santé de la population

M Ramadan et al ; <https://conflictandhealth.biomedcentral.com/articles/10.1186/s13031-022-00466-w>

"Cette étude aborde cette lacune en examinant les disparités dans la qualité des services de soins de santé primaires dans quatre États fragiles touchés par des conflits en utilisant des indicateurs de substitution. Une analyse secondaire des sources de données publiques disponibles a été réalisée dans quatre États fragiles touchés par des conflits : le Cameroun, la République démocratique du Congo, le Mali et le Nigeria. Deux bases de données principales ont été utilisées : l'enquête démographique sur la santé et le programme de données sur les conflits d'Uppsala pour les informations sur les composantes des soins et les événements de conflit, respectivement."

AMR

OMS - L'absence d'innovation va compromettre les performances des antibiotiques et les progrès sanitaires

<https://www.who.int/news/item/22-06-2022-22-06-2022-lack-of-innovation-set-to-undermine-antibiotic-performance-and-health-gains>

"Le développement de nouveaux traitements antibactériens est insuffisant pour faire face à la menace croissante de la résistance aux antibiotiques, selon le rapport annuel sur le pipeline de l'Organisation mondiale de la santé. Le rapport 2021 décrit le pipeline clinique et préclinique des antibactériens comme stagnant et loin de répondre aux besoins mondiaux. Depuis 2017, seuls 12 antibiotiques ont été approuvés, dont 10 appartiennent à des classes existantes dont les mécanismes de résistance aux antimicrobiens (RAM) sont établis. "

".... Selon les analyses annuelles de l'OMS, en 2021, il n'y avait que 27 nouveaux antibiotiques en développement clinique contre les agents pathogènes prioritaires, contre 31 produits en 2017. Au stade préclinique - avant que les essais cliniques puissent commencer - le nombre de produits est resté relativement constant au cours des 3 dernières années. Plus largement, le rapport décrit que, sur les 77 agents antibactériens en développement clinique, 45 sont des petites molécules à action directe " traditionnelles " et 32 sont des agents " non traditionnels ". Parmi ces derniers, citons les anticorps monoclonaux et les bactériophages, qui sont des virus capables de détruire les bactéries. Étant donné que les antibiotiques ont désormais une durée de vie limitée avant l'apparition de la résistance aux médicaments, les approches non traditionnelles offrent de nouvelles possibilités de s'attaquer aux infections dues à des bactéries résistantes aux antimicrobiens sous différents angles, car elles peuvent être utilisées de manière complémentaire et synergique ou comme alternatives aux thérapies établies...."

NCDs

Journal of Multimorbidity and comorbidity - La multimorbidité compte dans les pays à revenu faible ou intermédiaire

A B-Abreu et al ; <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/26335565221106074>

"... La charge de la multimorbidité est remarquable dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFM), compte tenu des nombreux défis existants dans ces milieux. L'étude de la multimorbidité dans les PRFM pose de nombreux défis, notamment les différentes conditions étudiées et la restriction des sources de données à un nombre relativement restreint de pays, ce qui limite la comparabilité et la représentativité. Il en résulte un manque de données sur la prévalence et les tendances de la multimorbidité, les groupes de maladies et les résultats de santé, en particulier les résultats longitudinaux. Dans cet article, basé sur notre expérience d'investigation de la multimorbidité dans les contextes des PRFM, nous discutons comment la structure du système de santé ne favorise pas la prise en charge de la multimorbidité, et comment ceci est amplifié par les disparités sociales et économiques et, plus récemment, par la pandémie de COVID-19. Nous soutenons que la production de données épidémiologiques sur la multimorbidité avec des méthodes et des définitions similaires est essentielle pour améliorer la comparabilité, guider la prise de décision clinique et informer les politiques, les priorités de recherche et les réponses locales. Nous appelons à une action sur les politiques pour refinancer et prioriser les soins primaires et les soins intégrés comme centre de la multimorbidité. "

Santé sexuelle et reproductive / santé maternelle, néonatale et infantile

BMJ GH (Commentaire) - Au-delà de la sécurité : les directives 2022 de l'OMS sur l'avortement et l'avenir de la mesure de la sécurité de l'avortement.

C Gerdts et al ; <https://gh.bmj.com/content/7/6/e009557>

".... Ce commentaire discute des limites de l'approche actuelle de la mesure de la sécurité de l'avortement, met en évidence la reclassification nécessaire de l'avortement autogéré comme "sûr" et appelle à l'émergence d'un nouveau paradigme pour la mesure et la compréhension des expériences d'avortement dans le monde, centré sur une conceptualisation fondée sur les droits de la qualité des soins pour toutes les expériences d'avortement. "

Bulletin de l'OMS - Reclasser les contraceptifs comme des médicaments en vente libre pour en améliorer l'accès

A Ammerdorffer et al ; https://cdn.who.int/media/docs/default-source/bulletin/online-first/blt.21.287561.pdf?sfvrsn=6bfee9f7_3

"Les interventions d'autosoins comprennent les contraceptifs en vente libre, qui permettent aux individus de prendre des décisions éclairées et autonomes sur la gestion de la fertilité. Étant donné que les besoins en contraception ne sont pas satisfaits dans de nombreux pays, l'amélioration de

l'accès aux contraceptifs en vente libre par la mise en place d'une réglementation solide, abordable et efficace pourrait contribuer à réduire le nombre de grossesses non désirées et à améliorer la santé maternelle. Nous avons effectué un examen de 30 pays diversifiés à l'échelle mondiale : (i) pour évaluer les procédures réglementaires nationales permettant de faire passer les contraceptifs oraux, les contraceptifs d'urgence et les contraceptifs injectables de produits délivrés uniquement sur ordonnance à des produits en vente libre ; et (ii) pour déterminer si les listes nationales de médicaments en vente libre comprenaient des contraceptifs."

Liens :

- Plos GPH - [Différences entre les sexes au niveau mondial en matière de normes d'hygiène et leur relation avec l'égalité des sexes](#)
- Plos GPH - [Le viol conjugal et son impact sur la santé mentale des femmes en Inde : Une revue systématique](#)

Accès aux médicaments

Bulletin de l'OMS - Chaîne à température contrôlée pour la vaccination dans les pays à revenu faible et intermédiaire : une synthèse de preuves réalistes

https://cdn.who.int/media/docs/default-source/bulletin/online-first/blt.21.287696.pdf?sfvrsn=bd8a8584_3

Les auteurs "évaluent les preuves décrivant comment l'approche de la chaîne de température contrôlée pour la vaccination pourrait conduire à une amélioration de la couverture vaccinale équitable dans les pays à revenu faible et intermédiaire". Ils ont "créé une théorie du changement à partir du document *Controlled temperature chain : strategic roadmap for priority vaccines 2017-2020*, contenant quatre domaines : (i) adoption et demande de l'approche ; (ii) conformité et utilisation sûre de l'approche ; (iii) gains d'efficacité programmatique de l'approche ; et (iv) amélioration de la couverture vaccinale équitable. Pour vérifier et améliorer la théorie du changement, nous avons appliqué une méthode d'examen réaliste pour analyser les descriptions publiées de la chaîne de température contrôlée ou d'expériences étroitement liées. "

Section supplémentaire de Covid

FT - Le Royaume-Uni signe un accord d'un milliard de livres avec Moderna pour un nouveau centre de recherche sur les vaccins.

<https://www.ft.com/content/aab5de46-6a30-44fb-9e9d-08b915059b6f>

"Le gouvernement britannique collabore avec la société Moderna, basée à Boston, pour construire le premier centre de fabrication de vaccins à ARN messager du pays, dans le cadre d'un accord d'une valeur de 1 milliard de livres sterling, car il cherche à prendre l'avantage pour répondre aux pandémies actuelles et futures. Le gouvernement vise à garantir l'approvisionnement national d'une technologie qui s'est avérée être une arme cruciale dans la lutte contre le Covid-19 et qui offre la perspective de transformer le traitement d'autres maladies telles que le cancer....."

Nature - Quelle est la fréquence du COVID long ? Pourquoi les études donnent des réponses différentes

<https://www.nature.com/articles/d41586-022-01702-2>

"Les énormes bases de données ne permettent pas nécessairement aux scientifiques de résoudre les longs mystères du COVID, tels que l'efficacité de la vaccination pour protéger contre cette maladie."

".... Quelle est la fréquence du COVID long ? Et quel degré de protection les vaccins offrent-ils contre elle ? Pourquoi le public et les décideurs sont aux prises avec des réponses disparates à ces questions fondamentales...."